

log. 828

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS
C

Express

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48

A nos Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. 4.50
Etranger » 5.50

POUR LA PUBLICITÉ

s'adresser 13, avenue des Bosquets, Genève.
L'Administration décline toute responsabilité
quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse 25 centimes
Etranger 30

1^{re} Année

29 Mars 1917

N° 7

FRANCE

La Victoire, pour expliquer le recul allemand, émet plusieurs hypothèses:

... A la façon dont les nôtres ont résisté à Verdun, où nous avions si peu de tranchées et de fortifications de campagne, les Allemands se doutent que leur nouveau coup de boutoir ne nous ferait guère reculer que de quelques kilomètres; que nous nous enfoncerions en terre; que les renforts accourraient. Ce n'est pas pour une opération aussi risquée, aussi aléatoire, qu'ils iraient évacuer un morceau de terrain, qui sera au moins d'une quarantaine de kilomètres en profondeur.

La seconde supposition: c'est que hors d'état de soutenir le choc qui se préparait contre leurs anciennes positions, devant lesquelles ils devinaient sans doute de formidables préparatifs, ils vont reculer d'une quarantaine de kilomètres pour nous obliger à venir recommencer devant leurs nouvelles positions fortifiées par eux à l'avance, de nouveaux préparatifs qui leur permettront de gagner trois mois; dans ce cas, ils s'arrêteront sans doute sur des positions qui doivent courir suivant la ligne Cambrai-Saint-Quentin-Laon.

Il y a une troisième supposition qu'il est permis de faire, si folle qu'elle puisse paraître au premier abord: c'est qu'ils i... le camp.

Ce serait la marche inverse de celle de 1914, l'aile gauche allemande en Alsace-Lorraine servant de pivot, l'aile droite allemande, de Noyon à la mer formant l'aile marchante. Si cette supposition se réalise, le principal effort de nos troupes incombera à notre centre, de Verdun à Noyon, et à l'aile gauche franco-anglo-belge de Noyon à Dunkerque.

En tout cas, si un doute peut planer encore pendant quelques jours sur les intentions des Allemands, une chose est certaine: c'est que leur marche actuelle n'a qu'une très vague ressemblance avec la marche de von Kluck, en août 1914 et qu'au lieu de marcher sur Paris, ils lui tournent le dos.

Courage et confiance!

Le Journal du Peuple est moins rassuré:

Les communiqués sont muets sur le nombre des prisonniers et des canons pris à l'ennemi. Et cette situation est faite pour donner créance aux affirmations de la presse allemande, expliquant qu'il ne s'agit que d'un recul stratégique. Il serait périlleux de nier les qualités militaires d'Hindenburg. Le boucher de la Pologne a donné trop de preuves de « cran », d'esprit de décision et de qualités de stratège, pour que nous nous endormions sur les avantages acquis. Je suis tranquille. Notre état-major connaît assez le redoutable adversaire qu'est Hindenburg pour ne pas se méfier d'un retour terrible du colosse teuton. De ce côté-là, les précau-

tions doivent être prises. Mais il serait tout à fait dangereux de laisser germer dans le pays de trop grandes illusions. Un revers de fortune serait un coup de massue.

L'Echo de Paris évoque le grand Frédéric:

Le prince de Bavière sort de la Picardie, en 1917, comme le roi de Prusse est sorti de la Bohême, en 1744, parce qu'il « n'osait pas livrer la bataille dans les conditions où on la lui offrait ». (Bernhardi.)

Cela se conçoit, d'ailleurs. La bataille de la Somme a laissé de tels souvenirs aux Allemands qu'ils ne se soucient pas de la recommencer sur un front notablement élargi et contre une armée franco-anglaise notablement renforcée...

Si l'Allemagne prépare un effort contre l'un de leurs fronts, tous les autres fronts seront solidaires de celui-là, et aucun ne pourra rester passif, même pour cause de transformations intérieures. Si au contraire le gouvernement allemand sent venir à son tour une crise intérieure, il tentera toutes les manœuvres imaginables pour ajourner l'explosion, pour nous lasser, pour escamoter les réparations auxquelles nous avons droit. Méfions-nous plus que jamais d'un ennemi qui ment si effrontément à son propre peuple.

Le Petit Parisien trouve la situation bonne:

Jusqu'ici nous ne pouvions que heurter de front la muraille qu'il avait dressée de la mer aux Vosges. Maintenant qu'il la raccourcit, nous allons pouvoir employer la manœuvre qui nous était interdite. La guerre de mouvement redeviendra possible, car nous rencontrerons des flancs abordables au lieu d'inaccessibles musoirs. Mais il serait inopportun de pousser plus loin cette simple constatation.

Le Journal juge le sens de ce recul très clair:

Le recul allemand ne pourra être réellement interprété que quand il sera terminé. Mais son sens général est déjà parfaitement clair. L'ennemi a été instruit par la bataille de la Somme. Sur le front entre Thiepval et Chaulnes, il a fait en trois mois passer une centaine de divisions, alors qu'il en avait à peu près cent trente sur tout le front français. Ces divisions ont perdu chacune au moins le tiers de leur effectif. Les Allemands ont compris tout le danger pour eux de recommencer une bataille dans de pareilles conditions. Ils refusent donc cette bataille. Leur repli n'a pas d'autre sens. En nous amenant sur un terrain nouveau, ils pensent gagner tout le temps qu'il nous faut pour monter une nouvelle offensive.

L'Heure se réjouit:

Un général en chef qui retraiterait, sans une nécessité

absolue, de quarante kilomètres, en vue d'une opération offensive ultérieure de grande envergure — cela, sans s'appuyer à un camp retranché de l'importance de Paris — courrait bénévolement le risque d'un désastre sans précédent dans l'histoire.

La France militaire également :

L'Allemagne, une fois de plus, veut peut-être prendre l'initiative des opérations, et si elle y a renoncé, elle s'efforcera par tous les moyens de faire échec à notre volonté de lui imposer la bataille, dans la forme que nous avons prévue.

C'est qu'elle ne s'illusionne pas sur la valeur respective de l'offensive et de la défensive, et qu'elle a mesuré sur la Somme toute l'étendue de l'effort qu'exige la bataille défensive.

Les résultats de Verdun et de la Somme sont, en effet, très éloquentes.

Il faut qu'ils aient été jugés tels par les Allemands pour que nos ennemis se soient décidés à nous abandonner des champs de bataille d'une valeur inestimable pour nous.

Le Matin étudie la base d'Hindenburg :

Il est fort possible que cette base soit constituée non pas par des retranchements linéaires et continus, mais bien par l'organisation de régions fortifiées, permettant entre elles la manœuvre en rase campagne.

Il est bien évident, en effet, que si Hindenburg recherche une bataille de mouvement, — et l'hypothèse doit être acceptée, — il n'a pu préparer un front défensif semblable à l'ancien pour y recommencer la lutte interminable de tranchée à tranchée.

Dès lors, si nous envisageons les régions stratégiques, nous aurons chance de préciser à peu près le champ de la bataille future et son étendue.

Ces régions sont celles : 1. des plateaux au sud-ouest de Cambrai, qui donnent accès aux routes de l'Escaut ; 2. des plateaux entre le Cateau et Guise, qui forment le vestibule du couloir de la Sambre ; 3. des massifs de Saint-Gobain et de Laon, qui couvrent la direction de Mézières, et par suite les revers du front allemand en Champagne.

Mais rien n'indique que, au moins pour les deux premières régions, composées de plaines, l'ennemi ne commence la bataille à leurs avancées.

L'Action française suppose l'Allemagne épuisée :

L'Allemagne renonce à une partie considérable du gage occupé par elle en vue des tractations futures. Elle agit ainsi parce qu'elle n'en peut plus, parce qu'elle espère, de cette façon, retarder le moment immanquable de l'hallali. Mais, en agissant ainsi, elle perd ce qui lui restait de prestige militaire et elle donne une formidable appoint à la confiance franco-anglaise. Même si, sur un point donné de la ligne de retraite, il y avait une réaction allemande un peu vive, ce premier et considérable résultat demeurerait acquis. En Allemagne même, il est à prévoir que ces événements inattendus mettront les plus entêtés en présence de cette dure réalité : l'impossibilité de continuer à tenir. Car celui qui recule ne sait jamais où et quand il cessera de reculer et il n'est pas vrai qu'une position de repli soit aussi solide que la position abandonnée. Elle peut l'être matériellement. Elle ne l'est pas moralement. La rage incendiaire des Allemands en retraite donne la mesure de leur déconvenue et de leur rancœur. Ce n'est pas ainsi que procède un froid ennemi, sûr de ses mouvements.

Le Temps s'élève contre la barbarie teutonne :

Les conditions dans lesquelles l'ennemi a opéré sa retraite vers la nouvelle ligne de défense ont profondément troublé le sentiment public dans les pays civilisés. On retrouve ici

les Barbares qui incendièrent des villes ouvertes et massacrèrent des populations sans défense au cours des premières semaines de l'invasion, qui, plus tard, vouèrent à une mort affreuse des centaines de non-combattants, hommes, femmes et enfants, quand ils torpillèrent le « Lusitania ». Tout a changé dans le monde par l'effet de la plus grande tragédie de l'Histoire, les mœurs, les idées et l'aspect des choses ; seule l'âme allemande est demeurée la même, comme si elle échappait à toute influence extérieure, inaccessible à la grandeur de ce qui fait la noblesse germane...

Le « Berliner Tageblatt » ose écrire : « C'est le comble de la destruction qui a été accompli ici. Cette contrée ne porte plus un arbre, plus un buisson, plus une maison, plus une chaumière. C'est ainsi que nous avons répondu au refus d'offre de paix... Un désert doit nous séparer de l'ennemi. » Tout ce deuil, toute cette misère et toute cette honte infligés à une population sans défense, ce sont des « nécessités militaires », comme le vol des mobiliers ordonné par des généraux allemands ! C'est par de tels moyens que l'Allemagne de Guillaume II entend réaliser sa grandeur militaire et imposer au monde le respect de son héroïsme... Attila ! Attila !

Le Figaro donne des détails précis :

Les Allemands, depuis plus de deux siècles, ont-ils assez exploité le ravage du Palatinat ! Quel est celui de nos écrivains qui n'a point flétri cette œuvre infernale du furieux génie de Louvois ? Le Roi, qui n'exagérât pourtant pas les sentiments humains, le roi des Dragonnades, fut « au moment de frapper Louvois ». Tessé, lui-même, n'eut pas le cœur de chasser les malheureux habitants d'entre les ruines de leurs demeures. Comparez aux abominables glorifications du vandalisme systématique de Hindenburg qui viennent d'outre-Rhin ! Lourdes ironies de sauvages ivres. L'évacuation se fait « selon les plans du commandement », — plans, je m'en suis assuré, qui n'ont pas été improvisés, qui datent de plusieurs mois. Ce sont « les principes techniques de la guerre moderne » qui les ont dictés. On laisse ainsi derrière soi le désert d'Attila, « le pays dans un état tel que l'ennemi n'y trouve « aucun plaisir ». Misérables !

Cette grande bande, sur une largeur de dix à quinze kilomètres et plus, le long des nouvelles positions allemandes, ce terrain mort où ne sont restés debout — ils s'en vantent, — aucun village, aucune ferme, ils l'appellent « un glacis ».

Quels sont les principes techniques de guerre qui commandaient de bouleverser les champs par des mines et d'arracher, couper, écorcer tous les arbres fruitiers ?

Il n'y a pas huit jours, les maisons et les vergers étaient intacts. Les Allemands, avant de partir, ont massacré tous les arbres et mis le feu à toutes les chaumières et à toutes les fermes. Cela est presque plus infâme que tout le reste.

Intérêt militaire, nul. La sauvagerie pour le plaisir de la sauvagerie, l'imbécile système de la terreur qui a raté partout, qui a fait honte aux neutres de le rester, qui a soulevé la conscience du monde.

La Dépêche de Toulouse dit de même :

Les lois de la guerre ne refusent pas au belligérant le droit d'anéantir ses propres biens, meubles ou immeubles, s'il le juge utile à sa défense. L'incendie de Moscou est un acte magnifique du point de vue du patriotisme russe, et les soldats de Napoléon ne se défendirent sans doute pas de l'admirer. Tandis que l'histoire se refusera éternellement à justifier les troupes du kaiser qui mettent systématiquement le feu aux vilages que la pression continue des troupes franco-britanniques les contraignent d'abandonner. Ce n'est plus la guerre ; c'est le brigandage pur et simple. C'est également l'application d'une idée que nos ennemis ont énoncée bien souvent entre 1894 et 1914 : « Nous déclarerons la guerre à la France, et même si nous ne la battons pas nous lui laisserons au flanc une blessure si cruelle qu'elle en saignera encore un demi-siècle ou cent ans après. »

Les soldats de Ruprecht de Bavière ne se bornent pas à

détruire les villages et les villes qu'ils quittent pour n'être plus sous le feu de l'artillerie franco-britannique. Avant de jeter dans les maisons les torches incendiaires, ils expédient en Allemagne tout ce qui peut être emporté, objets d'ameublement, matériel d'usines ou de bureau. Une évacuée de Chauny nous racontait récemment qu'intermée pendant un certain temps, avant d'être envoyée en Suisse d'où elle devait regagner la France, elle eut un jour la surprise de voir passer des trains envoyant un butin énorme parmi lequel elle reconnut quelques-uns des meubles familiers de son modeste intérieur: « Mon Dieu! s'écria-t-elle, ce n'est donc pas des soldats, mais des cambrioleurs! »

Pour l'*Echo de Paris*, des représailles s'imposent:

Wetterlé demande, et Maeterlinck aussi, que le gouvernement français désigne dès maintenant des villes-otages. Heidelberg paierait pour Péronne, Mannheim pour St-Quentin, etc.

Ce n'est pas l'idée toute nue de vengeance qui anime le patriote belge ni le patriote alsacien; ni l'un ni l'autre de ces grands esprits ne prennent leur conseil des Furies, que certes l'on serait en droit d'écouter; ils s'inspirent de la raison impassible.

Le *Journal* demande des sanctions:

A ces gens qui font la guerre en barbares nous imposons des conditions dignes des temps barbares, et qu'on aurait pu croire à jamais disparues des usages civilisés: le tribut et le servage.

Gustave Hervé écrivait fort justement avant-hier: ces villes et ces villages qu'ils détruisent, les Allemands devront les rebâtir à leurs frais, de leurs mains; il faudra qu'ils envoient annuellement un contingent de travailleurs remettre en état les régions dévastées; et jusqu'à ce que cette tâche expiatoire soit terminée, ils devront nous fournir en nature les matières premières que nos exploitations saccagées seront hors d'état de produire.

Pénétrons-nous de cette idée. A des méthodes de guerre sans précédent dans l'histoire européenne doivent correspondre des conditions de paix inaccoutumées. Le châtement doit être en proportion du crime.

Le *Temps* mêle l'éloge au blâme, au sujet de la Révolution russe:

En saluant à la Chambre des Communes l'ère nouvelle qui s'élève en Russie, le porte-parole du gouvernement britannique n'a voulu ni juger ni condamner le souverain déchu qui a été le fidèle allié du Royaume-Uni comme il fut à l'égard de la France le loyal continuateur de la politique de son père. Depuis trente mois de guerre, il maintenait, malgré toutes les intrigues germaniques, l'engagement pris le 5 septembre 1914. Mais la charge que par sa naissance il avait dû assumer était trop lourde pour ses épaules. Il pèse sur lui de graves responsabilités parce qu'il n'a pas su briser une bureaucratie corrompue et faire droit à la volonté de la nation. Nicolas II est peut-être même une victime plutôt qu'un coupable. M. Bonar Law ne se prononce pas, mais il envoie un souvenir de compassion au dernier tsar, qui a su abdiquer avec tant de simplicité et a montré une impressionnante résignation dans l'expiation de fautes dont il ne comprend peut-être pas encore aujourd'hui l'étendue...

La cause de l'hésitation première qui se manifesta au début de la guerre aux États-Unis et dans d'autres nations libérales entre les deux groupes en lutte provenait surtout du fait de la Russie et de son régime détesté. Le gouvernement de Washington refusait même de renouveler ses accords commerciaux avec un empire où tous ses nationaux n'étaient pas traités sur un pied d'égalité pour de simples raisons confessionnelles. Aujourd'hui, le peuple russe s'est montré l'égal de tous les autres par sa volonté de liberté

et de fraternité. Il adhère aux Droits de l'homme et des nations qui sont les chartes fondamentales des pays capables de se gouverner eux-mêmes. Le geste russe rendra plus haïssable encore l'agression germanique et les buts qu'elle poursuit. Il n'est pas sans étonnement nos ennemis eux-mêmes. En Allemagne, il trouble les masses sans droit politique et inquiète les gouvernants!

Aux félicitations que le plus ancien des pays constitutionnels envoie à la nation alliée, se mêlent quelques conseils fraternels. M. Bonar Law a rappelé au gouvernement qui vient de naître qu'il s'était fondé avec l'intention avouée de poursuivre la guerre jusqu'à sa conclusion victorieuse. Pour réaliser cette condition, il est nécessaire de ne pas perdre de vue un seul instant la frontière et l'effort que la guerre exige de l'armée aussi bien que de l'arrière. Il est encore trop tôt, disait M. Bonar Law, pour être certain que le nouveau gouvernement aura assuré, selon le mot de Burk, au pays un régime où « la liberté, escortée par la sagesse et la justice, aura comme suite naturelle la prospérité et l'abondance ». Mais il n'est pas trop tôt pour souhaiter aux patriotes et aux esprits généreux qui ont pris la charge des destinées russes, de réaliser avec le moins d'à-coups et d'écoles possibles leurs aspirations et celles de leur patrie.

Le *Figaro* regrette l'accentuation de mouvement antidynastique:

A côté du gouvernement provisoire que préside le prince Lvof, premier ministre, il existe un autre gouvernement révolutionnaire, qui a été constitué par le comité ouvrier et qui siège au palais de Taïride, dans le local laissé vacant par la Douma, laquelle a fort sagement interrompu ses réunions, et qui est enclin à entraîner le gouvernement provisoire aux pires violences. Ce comité a pu, heureusement, être presque contenu par son représentant dans le ministère, M. Kerensky, ministre de la justice, aux sages conseils duquel il a obéi il y a quelques jours, en ordonnant la reprise du travail et la fin des grèves; mais il est à craindre que cette influence modératrice ne finisse par être débordée, et c'est peut-être en prévision d'excès dont pourrait être victime la personne même du Tsar que le gouvernement provisoire a tenu à se prémunir en prenant la précaution de faire garder militairement la demeure impériale.

Précaution d'autant plus compréhensible qu'il n'est pas contestable que la révolution, qui n'avait au début aucun caractère antidynastique, tend rapidement à s'accroître dans le sens contraire, et malheureusement les renseignements de toute sorte qui sont transmis sur les origines du mouvement et sur l'attitude du Tsar ne sont pas de nature à réagir. C'est ainsi que tout tend à prouver l'aveuglement persistant de Nicolas II, qui, malgré tous les avis, malgré les conseils les plus persistants de la famille impériale, malgré son cousin, le grand-duc Cyrille, avait obstinément refusé de reconnaître la nécessité de faire droit aux justes réclamations de la Douma, préférant ajouter foi aux encouragements néfastes de ceux qui lui disaient qu'il ne fallait tenir aucun compte de ces criailleries sans importance, dont on viendrait sûrement à bout en renvoyant la Douma. Il croyait en un renégat, comme M. Protopopoff, qui préparait, lorsque la révolution a éclaté, une fausse émeute qui aurait servi de prétexte à un massacre général.

Mais les erreurs de Nicolas II ne suffiraient pas à justifier celles que commettrait le gouvernement provisoire, s'il se laissait entraîner par les violents du comité ouvrier.

Même note dans le *Petit bleu*:

Nous sommes en relations constantes avec nos alliés de Russie, nous pouvons sinon les conseiller, tout au moins leur faire part de nos désirs. Il faut qu'ils sachent combien, en ce qui concerne le tsar, des mesures autres que celles prises jusqu'ici causeraient en France et même certainement dans tous les pays de l'Entente une pénible impression.

au moins temporairement. Il y a là tout comme pour un gouvernement une de leurs principales raisons d'existence. C'est l'unique motif pour lequel une grande partie de l'opinion du pays a accepté sans protestation que Sir Edward Carson fasse partie d'un gouvernement britannique. Il est inutile que le gouvernement s'efforce d'esquiver l'un de ses principaux devoirs en menaçant d'un recours à une ligne de conduite qui serait non seulement peu patriotique, mais constituerait un non-sens.

Morning Post 14.III.17. — Un autre candidat pacifiste :

M. Frederick Pethick Lawrence a été adopté à l'unanimité hier au soir comme candidat pacifiste pour Aberdeen-Sud, à un meeting tenu sous les auspices de l'Union of Democratic Control et organisations similaires. M. Lawrence prit la parole et dit que le premier article (la base) de son programme était la conclusion de la paix par voie de négociations.

Manchester Guardian, 15.III.17. — Les prisonniers anglais en Allemagne :

Un « libre blanc » publié aujourd'hui contient les plus récents rapports soumis à notre Foreign Office, faits par des docteurs américains et des employés de l'ambassade, ayant visité les camps allemands où sont internés les prisonniers anglais, tant militaires que civils. Les visites concernent treize camps et ont été faites jusqu'en octobre dernier. Leurs détails soulagent bien des craintes causées par les révélations sur certains camps, produites dans des rapports antérieurs. Ces visites ont presque toutes été faites sans avertissement et les visiteurs ont pu converser sans restriction avec les prisonniers. Dans aucun cas des plaintes importantes ne leur furent communiquées. De ce l'état sanitaire peut être défectueux, de là la nourriture insuffisante ou monotone au point de rendre bien nécessaires les paquets de chez soi ; mais, en général, les hommes déclarent eux-mêmes qu'ils sont bien traités. Dans certains camps, les hommes rendent hommage aux efforts du commandant du camp pour améliorer leur bien-être ; dans d'autres camps, les Allemands disent que les Anglais sont leurs meilleurs prisonniers ; et il semble, en général, qu'on a plus facilement obtenu des concessions pour augmenter les exercices et l'estime (the like) pour les prisonniers anglais que pour les autres. Un vif intérêt s'attache au Fort Zorndorf, réservé aux officiers prisonniers ayant tenté de s'évader d'autres camps. A Zorndorf, la promenade est limitée à l'intérieur des créneaux, il y a des plaintes pour la nourriture et depuis que les géoliers ont découvert un tunnel inachevé, préparé pour une tentative d'évasion, les arrêts sont appliqués. Mais même ici il y a un jeu de quilles et les visiteurs américains ont pu obtenir plus d'espace pour les prisonniers anglais. Il est impossible d'oublier Wittenberg. Mais il faut établir pour la tranquillité de ceux qui ont des parents prisonniers en Allemagne que le sort du gros de la majorité ne doit pas être jugé d'après l'effrayante cruauté et la négligence que quelques-uns ont endurées.

Le *Morning Post* du 15.II.17 publie une longue lettre de M. V. Fisher, secrétaire honoraire de la « British Workers' National League », sous le titre « Une conspiration manquée ». Cette lettre vise la conférence socialiste de Paris. L'auteur de la lettre dit que le Parliamentary Labour Party anglais — affilié à l'Internationale — avait naïvement accepté l'invitation d'assister « au coup habile des groupes pacifistes socialistes européens pour la proclamation d'une paix à tout prix ». D'après M. Fisher, les voix du parti socia-

liste français auraient été partagées en deux parts égales. La majorité des socialistes italiens aurait été, — le groupe Bissolati ou non présent — pour une paix par négociation. Les socialistes roumains sont d'après preuves pour l'Autriche.

Les voix des socialistes russes auraient été contre le tsarisme. Le sentiment pacifiste augmente rapidement dans les cercles du socialisme belge, spécialement dans la partie flamande. Arrivons maintenant aux délégués de notre pays. On avait annoncé que les délégués de l'« Independent Labour Party » devaient être M. Jowet, M. P. (Pacifist), M. Ramsay Macdonald, M. P., M. T. Richardson, M. P. et W. J. Bruce Glosier — un autre pacifiste notable du « Independent » Labour Party. L'ainsi dénommé « British » socialist Party devait être représenté par M. E.-C. Fairchild et M. A. Inkpin si fortement responsable du départ de M. H.-A. Hyndman et ses partisans de ce « British » socialist Party dont pas même un internationaliste aussi invétéré que le vétéran leader anglais et ses amis ne pouvaient tolérer l'antinationnalisme. Le National socialist Party, formé des éléments dissidents du « British » socialist Party a refusé d'avoir quelque rapport avec la conférence S. alliée. Reste à considérer les éléments du réel Trade Union du pays. S'ils avaient été représentés à cette réunion de fanatiques, flétrisseurs et traîtres, ils auraient ingénument participé à un congrès qui aurait indubitablement enregistré des votes en faveur d'un armistice immédiat et d'une « Paix par négociations » votes qui auraient été proclamés au travers des empires centraux comme exprimant la voix réelle du socialisme de Grande-Bretagne, France, Italie et les plus petits Etats alliés. Il est grandement temps que ceux qui sont responsables de la participation du British Labour aux conférences internationales prennent des mesures et ne laissent pas à d'autres la tâche de faire des efforts fructueux tendant à annuler la politique nationale. Nous ne serons apparemment jamais sûrs contre ces dangers avant que le British Labour patriote se sépare définitivement des F. L. P. et B. S. P.

Le *Daily News* du 17.III.17 commente la déclaration du Dr Macnomara disant que les listes de pertes causées par les sous-marins étaient complètes. Il semble, dit-il, que l'amirauté insiste trop sur ce point. Le nombre de navires coulés a diminué cette semaine. Mais depuis que le danger existe au moins pour le ravitaillement, le point essentiel est le tonnage sur lequel les rapports officiels ne soufflent mot. Le journal demande que l'on revienne à la méthode de 1915.

The Observer, 18.III.17. — La Guerre et la Révolution :

Une singulière tournure des événements sauva Frédéric-Grand en Russie ; par un coup du sort, la nature et l'homme se sont associés en Russie pour détruire la force militaire de Napoléon, qui peu avant paraissait encore inébranlable et plus que jamais formidable. Avec raison les Alliés reconnaissent que l'ennemi sent déjà superstitieusement qu'en Russie, pour la troisième fois, l'histoire du monde peut se décider et le destin de l'Allemagne s'y accomplir.

The Times, 19.III.17. — La Hollande et les navires armés (du correspondant spécial) :

Amsterdam, le 18 mars 1917.

J'apprends dans des milieux hollandais bien informés que si la situation ne s'est pas empirée depuis le coulage des navires hollandais au large des îles Scillys, il y a sûrement

en Hollande un sentiment de malaise en ce qui concerne les relations des Pays-Bas avec les groupes belligérants. Plusieurs incidents ont récemment donné à de fins observateurs l'impression que les Pays-Bas sont quelque peu plus favorables à l'Allemagne qu'à la Grande-Bretagne. Le refus de la Hollande d'accorder l'entrée de ses ports aux navires de commerce armés est susceptible de cette interprétation, tout en soulevant une question difficile. Dans la présente situation de la guerre sous-marine allemande l'injustice imposée par ce refus aux navires anglais trafiquant avec la Hollande paraît être insuffisamment appréciée dans ce dernier pays. Il serait manifestement injuste que le gouvernement et les chargeurs hollandais cherchent à s'exempter d'entrer dans les ports anglais, pour éviter les périls des sous-marins allemands, tandis qu'ils condamnent les navires anglais à courir, sans moyen de défense, les mêmes risques.

Je comprends que le gouvernement anglais entende exercer ses pleins droits de pays belligérant, en ce qui concerne le droit de visite des navires hollandais, tant qu'un arrangement équitable ne soit pas intervenu; en d'autres mots que tous les navires hollandais se rendant dans les deux Amériques devront toucher un port du Royaume-Uni.

The Daily Telegraph, 19.III.17. — La retraite allemande (par Philip Gibbs):

Nos troupes sont entrées aujourd'hui à Péronne. Cet événement seul est assez sensationnel. Les Français ont pendant plus de deux ans et demi désespérément lutté pour Péronne et la chance est échue maintenant aux troupes anglaises d'y entrer, comme aussi hier elles sont entrées à Bapaume après une petite action avec l'arrière-garde ennemie. Au sud d'Arras toute la longueur de la vieille ligne allemande, fortifiée comme une grande forteresse, établie par des millions de bras, creusée et percée de tunnels, cimentée et munie de charpentes avec des milliers de redoutes pour mitrailleuses, un immense labyrinthe de tranchées, protégées par des forêts de fils barbelés, s'est écroulé et l'ennemi se retire rapidement dans des nouvelles lignes établies beaucoup de milles en arrière.

The Times, 19.III.17. — La retraite allemande de l'Ouest:

Les armées allemandes sont en pleine retraite sur presque tout le front de la Scarpe et l'Oise, entre un point près d'Arras et Noyon. Sous la pression, elles abandonnent chaque jour des grandes portions de terrain du beau pays de France. L'arrivée du beau temps a peut-être accéléré leur fuite, car le mouvement est plus facile maintenant; mais leur départ est aussi hâté par la pression des troupes anglaises et l'enthousiasme de ces dernières a atteint un degré inconnu depuis que les premières unités de notre corps expéditionnaire ont débarqué sur les côtes françaises.

The Times, 20.III.17:

L'assemblée de l'Imperia War Conference avancera certainement les affaires, quoique à présent son influence sera probablement indirecte. La première besogne de la Conférence est la direction de la guerre et les conditions définitives de paix. Mais les membres ne se quitteront pas sans comprendre l'Irlande dans leur examen; on sait que Lloyd George n'a jamais abandonné l'idée qu'ils peuvent l'aider à trouver une solution.

The Times, 20.II.17. — Difficultés Russes:

La situation est toujours incertaine et le sera encore pour quelque temps. Les « intellectuels », les principaux journaux et évidemment la grande masse du peuple de Pétrograde soutiennent la Douma et le gouvernement provisoire. Il en est de même pour plusieurs régiments de la Garde, Moscou et plusieurs villes importantes de la province; et si rien

n'outrage la loyauté pour l'Église et le tsarisme des paysans, qui forment la grande majorité de la nation, il est probable qu'ils suivront aussi le mouvement.

Les « extrémistes » sont opposés à ce groupement. Le Comité des députés socialistes, présidé par M. Cheidze, en forme le centre. Les démagogues de cette organisation — qui a réuni dimanche treize cents soi-disant délégués au Palais de Tauride — brandissent la propagande de la doctrine anarchiste qui, malheureusement, fait son effet. Ils tiennent des réunions sauvages; ils ont encouragé le peuple à détruire les insignes de l'Empire; ils terrorisent les ouvriers anxieux de retourner dans les fabriques et ateliers et pour affaiblir le gouvernement provisoire et détourner la nation de la guerre ils lancent des bruits faux et tendancieux. Parmi ces bruits, notre correspondant nous mentionne celui relatant l'arrivée d'une députation venant de Berlin pour inaugurer le règne de la fraternité universelle, et M. Cheidze est même allé jusqu'à proclamer l'installation prochaine de l'Internationalisme. Le gouvernement s'est vu forcé de faire des concessions aux agitateurs. C'est facile à comprendre, bien que regrettable. On se souviendra qu'on avait veillé à ce que le Tsar, avant d'abdiquer, nomma le grand-duc Nicolas généralissime des armées russes. On dit que le grand-duc Nicolas est dans les bonnes grâces des armées du front, mais, comme nous l'avons dit, le nouveau gouvernement a « trouvé nécessaire » d'annuler sa nomination « pour faire échec à la propagande malfaisante » et a décrété « que le commandement suprême ne doit pas être entre les mains d'un membre de la maison des Romanoff ». La même raison est donnée à la décision bien plus sérieuse « de laisser pendante la question de succession impériale ». Comme notre correspondant le répète, la Russie n'appuiera ni l'anarchie ni une république socialiste; mais dans toutes les révolutions les désavantages de l'absence d'un pouvoir suprême sont visibles, et ils semblent particulièrement être accentués dans un pays où l'occupant du trône a une si grande importance pour la masse de la nation. Notre correspondant compare la tactique du gouvernement à celle des cowboys « Reading off » à marquer le bétail, et il dit qu'il y a un « espoir raisonnable » que les excès mêmes des anarchistes provoquent une réaction contre leurs propres auteurs. Les manœuvres de ce genre sont peut-être inévitables, mais sans risques. Elles ont été essayées en France après 1830 et ont eu un mauvais succès. Ce n'est qu'après que le roi et ses ministres les ont abandonnées que la victoire de la liberté organisée fut assurée.

The Morning Post, 20.III.17. — Le « Imperial War Cabinet »:

La première séance de l'Imperia War Cabinet, composé des membres du cabinet anglais et des premiers ministres des Dominions d'outre-mer, aura lieu ce matin et la première séance de l'Impérial War Conference, à laquelle prendront part tous les représentants des Dominions d'outre-mer, aura lieu demain. Les fonctions des délégués des Dominions d'outre-mer se partagent en trois catégories. La première, l'Imperial War Cabinet, s'occupera seulement des affaires de la guerre; la seconde, l'Imperial War Conference, en plus des affaires ayant trait à la guerre, s'occupera d'affaires générales, tandis que la troisième se compose de sections qui, relativement aux questions d'intérêts de Dominions, auront des conférences individuelles avec des ministres ou départements ministériels. Toutes les séances de l'Imperial War Cabinet seront présidées par le premier ministre et celles de l'Imperial War Conference par le secrétaire des colonies, excepté la première qui sera aussi présidée par le premier ministre qui l'ouvrira par une adresse. Les deux catégories siégeront alternativement tous les jours et on prévoit que les délibérations dureront de quatre à cinq semaines. Les Dominions représentés sont: le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, Terre-Neuve et les Indes. Jusqu'à présent l'Australie n'est pas représentée.

The Times, 21.III.17. — Les débats sur les Dardanelles :

A la Chambre des Communes, les débats d'aujourd'hui sur les Dardanelles n'ont produit aucune sensation et n'ont apporté aucun fait nouveau pouvant en substance modifier le jugement de la nation. M. Asquith a défendu Lord Kitchener et M. Churchill s'est défendu lui-même. Les débats ont en effet été principalement un essai de défensive parlementaire dans lequel les commissaires ont eu le dernier mot et le gouvernement aucune part.

The Morning Post, 22.III.17. — Les Dardanelles. — Lord Fisher et la discussion :

Hier soir, lors de la séance de la Chambre des Lords, Lord Fisher a dit : « Milords, ce n'est pas le moment lorsque notre pays se trouve en péril, de flétrir de grandes réputations, de diffamer des morts et de révéler une faiblesse supposée à l'ennemi ; je ne discuterai pas le Rapport des Dardanelles. J'attendrai la fin de la guerre, lorsque toute la vérité pourra être connue. »

Le *Times* du 22.III.17 se félicite de l'heureux effet que produit la présence des représentants officiels des Indes à la Imperial War Conference, à côté des autres Dominions. C'est la première fois que ce fait se produit. Il ne pouvait y avoir de meilleur procédé pour faire disparaître tout malentendu entre ceux-ci et les Indes.

The Morning Post, 24.III.17. — Par leurs propres mots :

Les Danois et le Ministère du Blocus nient tous les deux que l'assertion que nous avons faite l'autre jour au sujet du blocus soit vraie, aussi nous proposons-nous de les convaincre par leurs propres déclarations. En premier les Danois. Le « Folkets Avis », un journal respectable de Copenhague, a récemment attaqué le gouvernement pour avoir autorisé l'exportation en Allemagne de tant de lard que « des quartiers entiers de la ville ont dû se partager un cochon entre eux » et « Copenhague a été littéralement affamé ». Pas 14, mais 39 % ont été envoyés en Allemagne — « en six semaines 36,000 carcasses de cochons de trop ». Un membre de la Législature a vu les chiffres et a attiré l'attention sur le fait que « l'Angleterre a été trompée pour la fourniture du lard ». D'après ce journal, l'éditeur a été prié une année avant, par le gouvernement de garder le silence sur cette question et il l'a fait jusqu'à ce que la situation soit devenue intolérable. Voilà certainement un témoignage désintéressé. De plus, nous voyons que le « Fyllandsposten » de Aarhus, dans le Jutland, accuse ouvertement le gouvernement de pro-germanisme. Comment est-il donc possible

de s'assurer qu'un pays dont le gouvernement, suivant les allégations de ses propres citoyens, travaille pour l'ennemi, puisse respecter un accord ? Voilà pour les critiques danoises. Voyons maintenant les réponses faites au major Hunt à la Chambre des Communes. Lorsque le major Hunt a cité les chiffres de l'énorme exportation agricole vers l'Allemagne, l'orateur officiel a répondu que ces chiffres se réfèrent à des produits internes qui ne tombent aucunement sous le contrôle du gouvernement de sa majesté ». Mais des produits internes ne peuvent être cultivés en pareilles quantités que par l'emploi des engrais et vivres importés. Sur ce point le Commander Leverton Harris a dit « qu'on avait permis à plusieurs navires chargés avec des vivres pour le Danemark de partir des ports anglais ; mais cela a été fait pour que le Danemark livre en échange des quantités satisfaisantes de produits agricoles. Les chargements en question venaient d'outre-mer ». Sur ce, le major Hunt a demandé si le Danemark avait fourni tout ce qu'il avait promis. Commander Leverton Harris a répondu que « le Danemark n'a pas manqué de fournir ce qu'il avait promis ». Mais le major Hunt a aussi demandé « si le Danemark a fourni à notre pays toutes les quantités de marchandises stipulées par l'accord ; voici la réponse surprenante qu'il a reçue : « Il n'y a point d'accord, tel que l'entend l'hon. membre, pour régler les importations du Danemark au Royaume-Uni. » Mais s'il n'y a point d'accord, comment peut-on dire que « le Danemark n'a pas manqué de fournir ce qu'il avait promis ? » Est-il possible que le Commander Leverton Harris veuille se couvrir par une plaisanterie en disant que l'accord original fait avec le Merchant's Guild se référerait seulement aux importations vers le Danemark ? Nous ne pouvons supposer que se trouve dans cette grande crise de notre histoire, un Anglais responsable qui pourrait s'abaisser à un pareil subterfuge. Il n'y a pas un mais plusieurs accords ou ententes (peu importe la dénomination), par lesquels le gouvernement Danois promet d'envoyer une certaine quantité de ses produits à notre pays. Nous croyons qu'il est établi — et nous défions soit Lord Robert Cecil, soit le Commander Leverton Harris de le nier — que pour toutes les marchandises le Danemark a manqué de nous fournir ce qu'il avait promis et qu'en même temps il a donné à l'Allemagne beaucoup plus que les quantités stipulées. Nous tenons ces faits de sources danoises incontestables. Et nous pouvons ajouter ici que tandis que les autorités danoises et les commerçants danois ou juifs-allemands du Danemark, sont pro-Germains, le peuple danois sympathise avec les Alliés ; le peuple danois est tout aussi dégoûté de leur Foreign Office que le peuple anglais est dégoûté de la direction du nôtre. Nous sommes heureux de voir que l'amiral Sir Hedworth Meux et le Commander Bellairs parleront lundi à la Chambre des Communes à ce sujet. Les mois de mai et juin seront critiques pour l'Allemagne en ce qui concerne la nourriture. Ils peuvent être aussi critiques pour nous. Et c'est le moment d'enlever cette affaire des mains sans vigueur qui dirigent si mal à présent notre blocus, et de la placer sous le contrôle de l'Amirauté.

ALLEMAGNE

La *Volkstimme* du 13.III.17 reproduit l'avis de l'*Allgemeine Zeitung* de Chemnitz dans les termes résumés suivants :

L'*Allgemeine Zeitung* explique que la subordination de l'armée belge à l'état-major allemand serait une source illimitée de conflits pour le temps de paix et un sérieux danger pour le cas de guerre. L'occupation par les troupes allemandes des forteresses et des grandes villes belges ne ferait qu'unir le peuple belge dans sa haine contre l'Allemagne. On ne pourrait pas songer non plus à établir des communautés d'intérêts entre l'Allemagne et la Belgique par une union douanière, des chemins de fer, postes communs et administration allemande des ports. Il faut imputer

aux couches supérieures welsches la responsabilité de ce que la Belgique est devenue un danger pour l'Allemagne. Les Flamands doivent être libérés de leur domination et il faut créer avec les Flandres un nouveau pays germanique.

Tägliche Rundschau, 19.III.17. — Physiologie de la crise française.

Pour le journal le changement de cabinet est un épisode de la « crise latente » que subit la république depuis quarante ans. Il lui apparaît bizarre que sur les bords de la Seine on blague toujours les pauvres « Boches » et trouve que la

république se saigne pour une diplomatie démagogique, qui plus peut-être qu'au temps de la monarchie, représente des intérêts étrangers...

C'est un bonheur pour le parlementarisme que les deux prétendants soient des nullités. Il n'existe pas de général victorieux qui puisse tenter le coup d'Etat à ses risques et périls, parce que seule jusqu'à présent l'agence « Havas » a su vaincre, à défaut de général français.

Pour le moment nous ne croyons pas à l'effondrement prochain de la république. La situation anarchique de la France démontre que la crise ministérielle n'est qu'un signe superficiel de l'ébranlement bien plus profond de toute la vie de l'Etat français.

Leipziger Neueste Nachrichten, 19.III.17. — Une victime de la guerre sous-marine.

Quels que soient les nouveaux hommes qui se présenteront devant la Chambre, il leur arrivera ce qui arrive aux nouveaux hommes en Russie, c'est-à-dire qu'ils ne pourront, dans le trente-deuxième mois de guerre remédier aux fautes du temps de paix et des trente-et-un premiers mois.

... Le nouveau gouvernement français devra rompre le blocus des sous-marins. S'il ne le peut pas, la crise traînera jusqu'à la prochaine et plus violente explosion qui aura lieu à Paris, Rome, Pétrougrad ou Londres. Le nom de l'homme qui conduira les affaires jusqu'au prochain éclat n'a pas grande importance, voir même plus aucune à Paris.

Frankfurter Zeitung, 20.III.17. — Bulletin :

Le journal passe en revue les hommes d'états du nouveau cabinet français puis rappelle que son chef a été le promoteur de l'alliance russe et qu'il a été un des créateurs de l'empire colonial français :

Quelles que puissent être les déductions que l'on serait tenté de tirer de l'une ou l'autre de ces caractéristiques de la vie antérieure du nouveau président du Conseil, ou même d'une combinaison des deux, la chose la plus importante est que la direction de la politique française est à nouveau en mains d'un gouvernement vraiment parlementaire, dans l'esprit duquel n'entre ni l'intention de tromper systématiquement l'opinion publique, ni de travestir la vérité, ni de tenter d'empêcher par la force ou la ruse la réalisation d'aspirations contraires aux idées et buts d'une clique prépondérante quelconque.

Berliner Tageblatt, 20.III.17. — Le Cabinet Ribot :

Ribot, presque trop âgé mais cependant encore alerte, a très rapidement constitué un cabinet, dont on ne peut pas dire qu'il soit particulièrement reluisant, ou qu'il réunit des noms des plus émérites. Ribot s'est en général contenté de former ce que l'on nomme un ministère d'affaires, de répartir les portefeuilles à des hommes qui possèdent déjà une certaine expérience officielle et qui ne peuvent dans aucun sens réserver de surprises. Quand on veut, en France, parler d'une jeune fille qui ne se distingue pas par des charmes remarquables, ou d'autres personnes qui ne menacent pas la paix de la maison, on les appelle souvent la « sécurité des familles ». Le nouveau cabinet Ribot est de ce genre.

Vossische Zeitung, 21.III.17.

Le journal fait suivre les appréciations des

communiqués ennemis relatifs à la retraite sur l'Ancre de cette observation :

Notre bulletin d'armée constate avec satisfaction que le mouvement stratégique longuement préparé s'est effectué sans être troublé par l'ennemi poursuivant en hésitant; nous ne pouvons que partager sa joie sur cette action tactique. Cette joie n'est pas troublée par les insultes qu'exhalent contre nous les Anglais et les Français dans leur compréhensible dépit de constater l'avortement de tous leurs plans avant même qu'ils aient pu être mis à exécution. Par le recul de nos troupes la direction de l'Armée de l'Entente est placée en face d'une tâche toute nouvelle; tous ses préparatifs d'offensive sont anéantis, il faut qu'elle prenne des nouvelles décisions qui demanderont du temps.

Munchner Neueste Nachrichten, 21.III.17. — Le nouveau cabinet français :

Les difficultés économiques croissantes en France et l'effondrement de toutes les belles promesses avec lesquelles l'habile jongleur Aristide Briand avait pris la direction des affaires en automne 1915, ont finalement donné le coup de grâce à son « grand » cabinet. Le seigneur et maître de ce ministère a terminé son jeu en tant que personne n'a plus voulu l'aider à effectuer une transformation du gouvernement. Même le vieux Léon Bourgeois, toujours secourable, refusa de siéger à côté d'Aristide, terriblement déplumé (arg gerupfen). Finalement, Ribot a sauté à la brèche et Briand s'est effacé.

Le journal retrace ensuite rapidement la longue carrière de M. Ribot, dit qu'il assume une succession difficile et termine en ces termes :

Un changement dans la politique de guerre de la France n'est naturellement pas à attendre du nouveau cabinet, qui n'est, somme toute, qu'une réédification de l'ancien. Le gouvernement aura aussi sous la présidence de Ribot, suffisamment de travail; il n'aura pas la tâche facile vis-à-vis du parlement, qui est très enclin à la critique.

Münchener Neueste Nachrichten, 22.III.17. — Entre Arras et Oise.

Après avoir développé des considérations d'ordre purement militaire, le correspondant du journal, repoussant l'accusation lancée par les Anglais et les Français relativement aux dévastations, dit :

Nous jetons avec indignation le reproche que nos troupes aient dévalisé des maisons particulières et des bâtiments publics lors de notre retraite de Bapaume. La discipline et l'esprit de nos troupes sont bien trop élevés pour que ces calomnies puissent les atteindre. Le fait que nous n'avons pas à l'encontre des Français en leur temps en Alsace, les Russes en Pologne, en Galicie et Roumanie, entraîné avec nous la paisible population locale, l'atteste également. Non, les femmes, les enfants et tout ce que l'adversaire ne peut utiliser pour son armée est resté dans ses foyers; nous avons donc laissé à l'adversaire le souci de s'occuper de la population civile, mais en barbares réputés, nous avons laissé à ces malheureux des approvisionnements suffisants pour cinq jours.

Kölnische Zeitung, 22.III.17. — Insolences norvégiennes.

Le journal reproche à la presse norvégienne de considérer la révolution russe comme une consolidation des forces combattantes des alliés, d'en conclure leur victoire prochaine et décisive et partant la défaite imminente de l'Allemagne. Des

journaux socialistes et autres parlent de prétendues révoltes de la faim à Hambourg et d'une épidémie de variole dans l'Allemagne du Nord et affirment qu'une révolution serait aussi nécessaire en Allemagne qu'en Russie. Puis, pour terminer :

Les Norvégiens feraient bien de se souvenir que leur campagne de presse efrénée a déjà une fois amené une tension diplomatique entre l'Allemagne et la Norvège, lorsque sous l'influence de la presse le gouvernement norvégien se laissait entraîner à une prescription imprudente concernant les sous-marins. Le sentiment de la responsabilité devrait les empêcher de répéter l'ancien procédé.

Vossische Zeitung, 23.III.17. — Wilson et la guerre :

Il ressort clairement des nouvelles encore toujours peu claires sur les dernières intentions de Wilson, que le président voudrait amener l'Allemagne à une déclaration de guerre, ou voudrait tout au moins être dans une situation telle, qu'il puisse rejeter sur les Allemands la responsabilité morale de l'état de guerre amené et désiré par lui. L'Allemagne étant cependant assez mal intentionnée que pour ne pas déclarer la guerre sans nécessité absolue et pour ne pas fournir à M. Wilson le prétexte moral désiré pour amener cet état de guerre, on se retranche, comme d'habitude à Washington, derrière des subtilités techniques, tâche dans laquelle Reuter semble être d'un grand secours pour le président.

Münchener Neueste Nachrichten, 25.III.17. — Revue politique hebdomadaire :

Traitant les événements de Russie, le journal dit que l'Angleterre qui en revendique la paternité, les a provoqué pour écarter le danger d'une paix séparée, envisagée à la cour de Russie, mais que la situation provoquée par Sir Buchanan est précaire par suite des influences qu'elle met en opposition. Puis commentant la répercussion possible sur l'Allemagne :

Nous reposant sur notre propre force et notre ordre, nous pouvons attendre tranquillement quel parti se montrera le plus fort en Russie. Un désordre « catastrophique » dans la circulation des chemins de fer, la famine dans les villes, paralysie de la force centrale et la perspective d'une guerre civile, tout cela ne signifie pas une augmentation de la puissance offensive de l'armée russe. Si l'Angleterre et la France se contentent de cela, elles ne pourront tromper que

les neutres qui voudront bien se laisser duper. L'embarras des hommes d'États de l'Entente ressort assez clairement de leurs discours. En France, l'homme autrefois estimé comme fort, Briand, n'a pas survécu longtemps à l'effondrement de l'autoocratie russe.

Puis rapprochant ce qui précède de la question américaine :

Wilson a eu de la chance. La révolution et la désorganisation russes qui laissent clairement apparaître le défaut de la cuirasse de l'Entente, se sont produits juste assez tôt pour le retenir sur la pente. Le gouvernement roumain qui a conduit son pays à la perdition, avait toujours au moins pour lui l'excuse de croire à l'invincibilité de la puissance du tsarisme. Wilson n'aura plus cette excuse, s'il enchaîne le sort des États-Unis à celui de l'Entente dont l'une des « clefs de voûte » vient de s'écrouler.

Münchener Neueste Nachrichten, 25.III.17. — Les nouvelles rations :

La nouvelle organisation de la répartition du pain, de la viande et des pommes de terre est sans doute un événement très sérieux, non seulement pour le particulier qui doit s'en accommoder, mais aussi pour notre politique d'approvisionnement général. D'après les communications précédentes visant cet objet, il est déjà connu que l'on invoque plusieurs motifs justificatifs. Il est en tout cas certain que le ministère de l'approvisionnement de guerre ne s'est pas décidé à l'application de cette mesure sans que les motifs soient dans leur ensemble une nécessité absolue. Il n'aurait sans cela pu le faire, d'abord parce que chaque modification de cette nature provoque de la mauvaise humeur lorsqu'on retranche d'un côté pour offrir une compensation de l'autre; ensuite, parce que le fait n'est en tout cas pas une justification ni de la politique de prévoyance pratiquée jusqu'ici, ni des appréciations antérieures de nos autorités de ravitaillement.

Le journal dit qu'il faudra accepter pour le bien général les nouvelles prescriptions du Dr Michaelis, commissaire prussien des approvisionnements et sous-secrétaire d'État; il cherche à concilier les affirmations opposées des citoyens et des agriculteurs qui se reprochent mutuellement d'avoir dépassé les limites des quantités permises à chacun. Puis, pour terminer :

Le peuple allemand acceptera aussi avec bonne volonté les nouvelles restrictions s'il voit que l'énergie qui a dicté principalement jusqu'ici des restrictions aux consommateurs, se manifeste aussi une fois vis-à-vis des producteurs.

ITALIE

Corriere della Sera, 17.III.17. — Les demi-neutres :

Tandis que le Gouvernement de son pays donne du délai aux événements, et des canons à ses vaisseaux marchands, un journal américain s'abandonne à la volupté des considérations générales et envisage l'hypothèse d'une participation des neutres au Congrès de la Paix. Cette gazette a découvert une nouvelle nuance dans la tragédie mondiale: la demi-neutralité. Il y a les belligérants, les neutres et les demi-neutres. Or, les États-Unis pourraient être — s'ils n'arrivent pas à une véritable guerre — des demi-neutres.

... Comment ? Aujourd'hui, après des années qui ont paru des siècles, notre sang et notre œuvre sont soumis au contrôle de Monsieur Neutre, qui tient deux portes ouvertes à

sa boutique, l'une pour vendre la mort, l'autre pour encaisser l'or ?

Pour être neutre, il a toutes les raisons, nous ne le lui reprochons pas. Mais deux soldats qui se menacent d'une tranchée à l'autre, sont plus rapprochés spirituellement que le belligérant et le neutre. Et quant au demi-neutre... la demi-vierge... on plaisante maintenant à Philadelphie!...

L'Idée nazionale, 18.III.19. — Volonté et action :

Le ministre Sonnino a parlé de nos « intérêts vitaux » dans la Méditerranée orientale, mais il n'a pas dit s'ils sont définis d'une manière concrète et proportionnée. Il a parlé de l'accord spécial pour Constantinople, mais il ne nous a pas dit quelle compensation a été assurée à l'Italie pour cet

énorme gain russe. Il a parlé de la Mésopotamie ouverte désormais aux Anglais et voisine de l'Arménie occupée presque totalement par les Russes, mais il ne nous dit rien au sujet des droits reconnus en Asie-Mineure à l'Italie. Et rien non plus pour l'Afrique où nos alliés anglais, français et même portugais et belges recueillent et partagent le grand héritage germanique : dans ce continent où nous avons tout un avenir à fonder et subi d'anciennes injustices devant être réparées.

Gazzetta del Popolo, 19.III.17 :

Quelles que soient les critiques formulées par ses adversaires, il est certain que Briand, après dix-sept mois de gouvernement, a laissé la France dans une situation diplomatique et militaire bien meilleure que lorsqu'il est monté au pouvoir.

Son principal mérite fut celui d'avoir créé la cohésion des efforts des Alliés, grâce à l'heureuse combinaison du front unique, dont la généralisation au point de vue militaire, diplomatique, économique et financier, assurera la victoire.

La Stampa, 19.III.17. — Le recul des troupes allemandes est inexplicable :

Pour la première fois depuis le début des hostilités, les Allemands, contrairement aux méthodes de guerre, se sont retirés sur une étendue de cent kilomètres et ont cédé des lignes entières puissamment fortifiées, sans combattre.

Combien de temps encore durera ce mystère, car il y a un mystère ? S'il est hors de doute que les Allemands cèdent à la pression de leurs adversaires, l'objectif que se propose Hindenbourg et ses généraux sur le front occidental échappe même aux plus perspicaces. Aussi les commandants français et anglais se tiennent sur la réserve plutôt que de se laisser entraîner par l'attrait d'une offensive facile. Hervé se plaint qu'on laisse aux Allemands le temps de quitter les lieux sans leur tomber dessus pour les empêcher d'accomplir leur œuvre de vandalisme final. Il est facile de se lamenter quand on n'a point de responsabilité et que l'on se contente de regarder de loin les événements.

Avanti, 20.III.17. — Les socialistes russes et le nouveau gouvernement :

Il nous manque encore des renseignements directs sur la marche de la révolution et la contenance adoptée par les différents partis qui dirigent le mouvement. Mais nous pouvons affirmer deux choses : la première, c'est que les socialistes étaient à la tête du mouvement du prolétariat — qui par la grève générale et l'insurrection armée donnait la première et terrible secousse à « l'ordre politique existant » et auquel s'unirent les soldats qui avaient été envoyés pour la répression.

La seconde, c'est que le groupe socialiste à la Douma, savoir ceux qui n'avaient pas été déportés en Sibérie, s'associa entièrement à l'idée de la lutte internationale contre la guerre, qui est l'essence même du programme de Zimmerwald.

Les assertions d'une partie de la presse bourgeoise quant à la « complète adhésion » des socialistes, ne concordent guère avec les préoccupations que nous observons dans la presse anglaise au sujet de l'activité des partis extrêmes.

Corriere della Sera, 20.III.17. — L'Allemagne et les jésuites :

On annonce que le gouvernement allemand proposera au Reichstag l'abolition de la loi interdisant l'ordre des jésuites en Allemagne.

Cette proposition aurait pour but de permettre à la compagnie de Jésus de fonder des instituts et d'exercer son sacerdoce. C'est, sans doute, une nouvelle manœuvre de l'Allemagne pour s'attirer la sympathie du Vatican ; nous

espérons que la diplomatie pontificale ne se laissera pas tromper par une ruse si grossière. Le gouvernement allemand a tout intérêt, tant que le sort de la guerre n'est pas décidé, à flatter le Saint-Siège par des promesses et des manœuvres de tous genres, mais il est hors de doute qu'une victoire allemande serait un grave danger pour le catholicisme.

Corriere della Sera, 20.III.17. — Les mesures arbitraires de la censure :

Les dépêches qui nous parviennent de l'étranger et qui se rapportent aux événements actuels de Russie, subissent un retard considérable et nous sont remises, accompagnées d'une fiche indiquant qu'elles ont dû s'arrêter au ministère des affaires étrangères.

Aucune raison plausible ne peut être alléguée pour justifier un pareil procédé. Si le gouvernement doit se préoccuper et soumettre à examen scrupuleux les nouvelles qui nous parviennent des pays neutres et particulièrement de ceux où abondent les versions tendancieuses de nos ennemis, il est absolument inexplicable que l'on prenne de semblables mesures pour les renseignements, à plusieurs reprises, amplement et méticuleusement examinés par la censure des Alliés. Les dépêches expédiées de Londres et de Paris renferment les informations et les impressions de la presse, déjà passées par la censure ; elles subissent un nouvel examen avant d'être transmises au télégraphe ; personne ne pourra comprendre pourquoi ce qui peut sembler dangereux en Italie, se publie librement en France et en Angleterre.

Corriere della Sera, 21.III.17 :

Une note officielle sur les tentatives alarmistes a paru dans l'« *Agenzia Italiana* » rappelant la phrase prononcée par le ministre Boselli, dans son discours au Parlement : « Ceux qui propagent de fausses nouvelles et des prophéties lugubres tendant à déprimer les esprits dans les familles des combattants sont aussi dangereux que les espions. » Dans cette campagne alarmiste et antipatriotique, divers éléments participent, s'emparant des faits et des nouvelles, en modifiant le sens et la portée, afin d'inspirer de la crainte et produire du malaise. Tandis que la presse de l'Europe et de l'Amérique reproduit les événements russes de manière à ne donner lieu à aucune interprétation douteuse, des bruits sinistres continuent à circuler au sujet des effets que produira la révolution dans le grand empire allié. On prétend juger de la même façon la crise ministérielle en France ; on donne sur la retraite allemande des explications qui en font l'équivalent d'une véritable catastrophe pour l'Entente. En ce qui concerne l'hypothèse que l'Italie devienne le front principal de la guerre, bien que nous ne serions pas pris au dépourvu, on n'en signale pas moins des opérations imaginaires tournant à notre grand dommage et créant du mécontentement à l'intérieur du pays.

La Tribuna, 21.III.17. — La crise ministérielle en France et le cabinet Ribot :

La crise a été rapidement résolue et a donné naissance à un ministère Ribot-Viviani-Thomas indiqué par la situation parlementaire qui avait rendu, ces derniers temps, la vie difficile à M. Briand. Les éloges unanimes de la presse française à Briand, au moment où il abandonne le pouvoir, prouvent la nature uniquement et essentiellement parlementaire de cette crise, qui ne diminue en rien le mérite de l'ex-ministre, auquel on doit la vision lucide de la situation et l'initiative ainsi que l'énergie employées pour en résoudre les difficultés. Toutefois son cabinet avait plusieurs côtés faibles qui ont déterminé la crise. Le nouveau ministère trouve sa signification par la présence de Thomas ; il se présente comme un véritable ministère de concorde nationale, tel que la situation l'exige en ce moment.

Corriere della Sera, 21.III.17. — La retraite allemande sur le front occidental :

Le mouvement de retraite effectué par les armées allemandes, qui avait pris de vastes proportions, commence à ralentir, confirmant ainsi l'hypothèse d'un plan conçu d'avance.

De toute façon, il est certain que, les Anglo-Français éprouvent un inconvénient temporaire dans la nécessité de se faire, pour ainsi dire, remorquer par suite de la nouvelle tactique allemande : ce mouvement constitue surtout un expédient tendant à gagner du temps et épargner des forces. Or, un expédient est toujours un signe d'infériorité, un indice de faiblesse.

Il Secolo, 22.III.17. — La grande révolution en Russie :

Quand on connaîtra l'histoire diplomatique de la guerre européenne, on saura, jour par jour, combien de temps a été perdu, combien d'occasions se sont envolées, combien de fautes ont été commises, parce qu'à Londres et à Paris le monde et les questions prédominantes étaient considérés à une autre point de vue qu'à Pétrougrade. La révolution, par contre, apportera l'égalité de doctrines et de pensées entre les Alliés.

Il Secolo, 22.III.17. — Et ensuite ?

La retraite allemande paraît s'être arrêtée, quelques faits, du moins, semblent le prouver.

Que cette retraite stratégique ait été voulue à un moment déterminé et conduite jusqu'à une limite déterminée, ce n'est pas douteux ; mais il est certain qu'elle a été imposée à l'ennemi par la grande offensive de la Somme et par les énormes préparatifs qui ont été faits dans cette région pendant l'hiver et dont la pression formidable commençait à se faire sentir.

Parmi les nombreuses conjonctures sur les opérations qu'Hindenburg tenterait sur d'autres fronts, il y a celle d'une grande offensive dirigée contre l'Italie. On en parle depuis longtemps et les journaux neutres discutent la chose et la croient très probable, mais notre Commandement militaire n'ignore pas les grands préparatifs de l'ennemi.

... Si cette attaque réussissait, les empires centraux frapperaient l'Entente dans ses parties vitales, parce qu'un revers italien aurait des répercussions autrement plus graves qu'une défaite dans les Balkans ou d'autres régions.

Corriere della Sera, 23.III.17. — Le Consistoire secret au Vatican :

Contrairement aux prévisions d'un grand nombre de personnes, le Pape, dans son allocution au Consistoire ne s'est occupé que des affaires de l'Église, sans faire aucune allusion à la politique ni à la guerre. Plusieurs croient que ce silence est dû aux événements qui se sont succédés en Russie, trop récents pour être jugés convenablement, et auxquels le Pape aurait toutefois dû faire allusion s'il s'était occupé de la situation politique internationale.

A part ces considérations, il est évident que la révolution russe n'est pas vue d'un mauvais œil au Vatican, la conviction générale étant que l'une des premières conséquences du nouveau régime sera en Russie l'abolition de toutes les restrictions religieuses et la proclamation de la plus entière liberté pour les cultes dissidents et particulièrement pour le catholicisme.

La Tribuna, 23.III.17. — Graves inexactitudes de W. Churchill sur l'intervention de l'Italie :

Dans sa défense à la Chambre des Communes contre les

conclusions de la Commission d'enquête sur l'expédition des Dardanelles, Churchill a insisté sur les effets politiques que cette expédition produisit, et parmi ces avantages, il vanta qu'on lui devait l'intervention de l'Italie.

Dans la chaleur de la défense, tous les excès sont excusables. Mais il n'en est pas moins regrettable que Churchill ait commis une inexactitude en parlant du moment où l'Italie décida son intervention. Nous voulons croire exacte — puisque c'est un responsable qui parle — la nouvelle qu'il donne, pour la première fois, qui fixe l'époque précise à laquelle les négociations furent entamées avec les Alliés, ou pour mieux dire, l'époque où l'Italie commença à orienter sa neutralité vers une intervention éventuelle.

Mais, il doit y avoir une erreur, quand Churchill ajoute : « avant que l'Italie ne put être découragée par la défaite des Russes en Galicie ». Or, nous sommes entrés en campagne le 24 mai, rien moins que vingt-quatre jours après la défaite russe et, par conséquent, l'Italie aurait bien pu se décourager et retirer son intervention, même si les pourparlers avaient commencé du temps des Dardanelles. Enfin, commencés, n'importe quand, l'essentiel est qu'ils ne furent conclus qu'après les défaites russes, et c'est là le point important.

Avanti, 23.III.17. — La situation en Russie :

Est-il permis de dire ?

Est-il permis de dire que le tsar rouge, Nicolas, fut le principal responsable — si nous recherchons les responsabilités personnelles — de ce violent état de choses renversé par l'indignation populaire ?

Est-il permis de démontrer aux socialistes allemands quelle terrible responsabilité pèse sur eux, pour la deuxième fois durant cette guerre, et de leur faire observer que si au mois d'août 1914 ils pouvaient invoquer le prétexte du danger d'une incursion cosaque, maintenant ce prétexte n'existe plus et il dépend d'eux, par une action énergique et résolue, de secouer le joug de la caste militariste impérialiste et, en même temps, d'enlever tout fondement aux courants qui risquent de prolonger la guerre, par leur insistance dangereuse sur l'hégémonie allemande.

Est-il permis, enfin, de supposer que le moment est arrivé où les peuples, gouvernés, trompés, massacrés pourront prendre en leurs propres mains, le sort de la paix et de la guerre (et le résoudre sans la participation de la diplomatie) et de tous les problèmes compliqués de nationalités, de puissance, d'équilibre, pour lesquels ils combattent depuis trois ans ?

Il Secolo, 25.III.17. — Discussions rétrospectives :

Un nouveau parti vient de naître — et il a déjà fait entendre sa voix, bien que légèrement voilée, dans les récentes discussions parlementaires — qui se place entre les partisans de l'intervention et les anciens adeptes de la neutralité. Il admet que la guerre devait être déclarée, mais en affirmant qu'elle l'a été trop tôt.

... Il est imprudent de chercher à persuader le peuple que, si elle avait été plus avisée, l'Italie aurait pu sortir de cette terrible crise après une petite guerre de quelques mois.

Ceux qui parlent ainsi font renaitre l'illusion que la grande guerre européenne pouvait être « une bonne occasion » dont un état rusé aurait pu profiter à peu de frais. Nous ne vivons plus en 1859 ni en 1860 : nous vivons au milieu d'une terrible crise de l'histoire d'Europe où il faut combattre pour ne pas succomber. Il est certain que les peuples et les États de l'Europe ne seraient pas arrivés à cette extrémité s'ils avaient été plus vigilants et s'ils avaient prévenu le danger. Mais ils ont été — les peuples comme les États — imprévoyants et aveugles ; et maintenant nous devons tous ensemble expier les fautes du passé.

RUSSIE

Les journaux russes parus à la veille même de la révolution viennent d'arriver à Genève. Les auteurs des coupures ci-dessous prédisent déjà l'inévitable.

Rietch, 28.II.17. — M. Tchkeïdzé (social-démocrate) actuellement membre du « Conseil des délégués des ouvriers et soldats » qui collabore avec le gouvernement provisoire écrit à propos de la séance du 27.II.17 :

On peut formuler ainsi tout ce qu'on a dit à la Douma d'Empire : dans la question du ravitaillement règne un chaos complet ; cette situation peut amener une catastrophe ; pour qu'on puisse régler le ravitaillement comme il faut, il est avant tout nécessaire de modifier la situation politique du pays ; il est nécessaire ensuite d'avoir un gouvernement jouissant de la confiance de la population, s'appuyant sur la majorité de la Douma.

IMPOSSIBILITÉ D'UN COMPROMIS

Nos rapports avec ce gouvernement sont bien connus. Nous n'avons jamais oublié que c'est un gouvernement de coups d'Etat, qui par sa composition et sa nature est archi-réactionnaire, antipopulaire et antinational.

Le mot d'ordre du gouvernement après la fusillade des ouvriers sur la Zena « rien ne doit changer » représente mieux le fond et la nature de ce gouvernement, que le faux et hypocrite mot d'ordre d'aujourd'hui « avant l'apaisement et après les réformes ».

Voilà pourquoi nous avons cru que tout compromis, toute collaboration avec ce gouvernement est un attentat contre l'idée même de la représentation populaire, est une trahison des intérêts populaires. La Russie populaire et la Russie de ce gouvernement sont deux choses tout à fait différentes.

Tchkeïdzé accuse alors la majorité de la Douma de ne pas avoir le courage de lutter contre le gouvernement :

Nous avons appris que le gouvernement d'avant-guerre sera le même pendant et après la guerre. Tout le monde est contre le gouvernement, qui n'y fait pas attention. Une telle situation est impossible dans n'importe quel pays. Où est le secret de cette situation ?

Et Tchkeïdzé répond :

Nous croyons que le gouvernement ne pense pas du tout que vous lutterez sérieusement contre lui et il a parfaitement raison.

Pour que le gouvernement tombe et soit remplacé par celui dont le pays a besoin, il faut un mouvement populaire, mais un tel mouvement peut se transformer en une révolution. Pouvez-vous concilier les perspectives révolutionnaires du pays et la réalisation de vos rêves impérialistes sur Constantinople et les détroits ? Je crois que vous ne pouvez admettre une telle combinaison d'idées. Le gouvernement comprend qu'il n'a pas à craindre la lutte de votre part ; il puise sa force dans votre patriotisme et vos tendances impérialistes.

Mais vous ne pourrez continuer votre chemin.

Malgré l'armistice civile, l'opposition des classes s'accroît.

Telles questions apparaissent que vous voudriez éviter. Qui parmi vous voudra résoudre la question agraire sur les bases de l'expropriation ou résoudre les questions de la liberté d'association, de la journée de travail de huit heures et ainsi de suite ? Personne évidemment. De même, personne de vous ne ferait un acte décisif pour la réalisation

des libertés politiques et pour la démocratisation du pays. Mais le moment d'agir est arrivé, quand la liberté du choix des moyens manque. Le gouvernement actuel ne peut pas résoudre les questions qui se posent à la Russie. Voilà une circonstance limitant le choix de votre tactique ; l'autre circonstance est que ce gouvernement se précipite fatalement dans un abîme et qu'il est plus prudent de se détacher de lui à temps pour n'être pas entraînés avec lui dans cet abîme.

Alors, répondez-nous avant tout, si vous abjurez vos tendances impérialistes ou si vous continuerez d'agir comme avant. Nous vous dirons, nous, que la Russie prend un chemin qui la fera sans doute sortir avec honneur de la situation où elle se trouve actuellement.

Dans la séance de la Douma, le 28 février, M. Milioukoff, constitutionnaliste-démocrate, actuellement ministre des affaires étrangères dans le gouvernement provisoire a prononcé un grand discours. Ci-dessus quelques extraits :

Den, 29.II.17. — La noblesse :

Qui soutient actuellement le gouvernement ? Pas nous, ni les Chambres législatives. Nous avons rompu avec lui et nous luttons avec tous moyens légitimes. Les Zemstvos, les villes ne sont pas non plus avec lui. Ils ont répété nos déclarations et nous les avons soutenus. Pas même la noblesse, qui était en 1905 son principal et dernier rempart.

Après la résolution de l'assemblée de la noblesse du 13 décembre 1916, cette dernière a partout maintenu ses déclarations à Pétersbourg, Moscou, Jaroslavl, Nowgorode et autres villes. La noblesse a reconnu, comme nous, que « seulement le ministère véritablement réuni par une commune action avec les Chambres législatives aura la force nécessaire pour mettre fin à la désorganisation ». La noblesse remarque avec inquiétude que « dans tous les domaines de la vie populaire la tension atteint les limites extrêmes et fait naître les craintes naturelles, que la terrible situation de l'arrière peut perniciousement influencer toute la marche de la guerre ». La noblesse a reconnu « que tous les tristes phénomènes ne sont pas écartés et qu'on ne voit même pas des indices pour que les vœux de l'assemblée et les décisions analogues des Chambres législatives puissent recevoir bientôt leur réalisation. La noblesse a décidé enfin « d'indiquer les conditions dans lesquelles la guerre actuelle peut être conduite jusqu'à une fin victorieuse ».

LA DÉMOCRATIE ET LA GUERRE

Le pays tâche de s'organiser pour donner le plus grand effort, mais le pouvoir pense seulement à sa défense propre. Comment le pouvoir peut-il donner au pays une organisation qu'il estime dangereuse pour lui ? Il y a là contradiction d'intérêt non seulement avec le pays, mais aussi avec les problèmes les plus fondamentaux de la guerre. On a dit plusieurs fois, que la lutte actuelle n'est pas une guerre entre les gouvernements, mais entre les peuples. Avant la guerre on pouvait insister sur ce que la démocratie ne peut pas vaincre l'absolutisme militariste ; mais la lutte de deux ans a prouvé que seulement la démocratie peut vaincre dans la lutte actuelle.

LE ROLE DE LA DOUMA

Le pays a beaucoup amélioré son gouvernement. Mais la pensée et la volonté du pays ne peuvent se convertir actuellement en action utile que par hasard, par les fissures étroites, que n'a pu fermer le mécanisme bureaucratique. Ce spectacle est offensant pour un grand peuple, et il devient insupportable, quand vous savez et voyez que le sort d'une grande affaire nationale dépend exclusivement de ce triste

obstacle. Toutes les espérances du pays se portent vers la Douma et nous devons accomplir une action extraordinaire.

Rouskia Wiedomosti, 29.II.17. — M. A. Kersky, actuellement ministre de la justice (travailliste).

IMPÉRIALISME ET GUERRE

(en s'adressant à la majorité de la Douma).

Il y a encore une idée qui vous unit, c'est celle de l'usurpation impérialiste. Ensemble avec le gouvernement, vous poursuivez des buts imaginaires, sans prendre en considération dans vos actions et dans vos déclarations la situation réelle dans laquelle se trouve le pays. Nous reconnaissons qu'actuellement, après trois années de guerre, quand les réserves humaines et matérielles sont épuisées, le conflit européen doit être liquidé. Il doit être liquidé sur les bases

de la liberté chez toutes les nations. Tous les gouvernements doivent renoncer également à tous les problèmes impérialistes de conquêtes. On dit ici, que nous ne parlons pas au nom de la Russie démocratique. Peut-être, mais vous aussi vous ne parlez pas au nom de la Russie. Avant de parler au nom d'un pays, créez des conditions telles que l'opinion publique de la Russie puisse se prononcer avec la même liberté qu'en Allemagne et en Angleterre, et jusqu'à ce moment-là ne créez pas de mots d'ordres inacceptables pour les masses.

J'affirme que la déclaration des tendances conquérantes ne peut rencontrer d'appui. Vous ne voulez entendre personne, mais vous devez nous entendre, parce que, si vous n'écoutez pas les voix prophétiques, vous ne rencontrerez plus d'avertissements, mais des faits. Si nous n'arrivons pas à comprendre qu'il faut aller avec les masses populaires, nous serons écrasés par la révolution et les masses furieuses.

POLOGNE

La presse polonaise de Varsovie commente les événements de Pétrograde :

Diverses feuilles insistent sur l'influence de la politique anglaise. C'est ainsi que Zygmunt Makowiecki, l'un des dirigeants du Club des partisans de l'existence de l'Etat polonais dit dans le journal «GoniecWieczorny» que l'existence de l'aide anglaise ne fait aucun doute. La volonté de guerre des libéraux ne serait qu'une manœuvre pour arriver au pouvoir; le succès de la contre-révolution est certain. Le journal activiste «Nowa Gazeta» suppose que l'Angleterre a voulu une révolution «dans l'intérêt de la guerre»; elle se trompe, car les forces de la contre-révolution et les masses sont contre la guerre. Le journal du même parti, «Kurjer Polski», dit au contraire qu'il ne suppose pas que la révolution soit l'œuvre de l'Angleterre, car elle affaiblira la Russie.

Un collaborateur du «Kurjer Polski» a questionné au sujet de la révolution russe l'ancien membre de la Douma, Lempicki, actuellement directeur général du département de l'intérieur au Conseil d'Etat provisoire, — Arthur Sliwinski, secrétaire général du Conseil d'Etat, et Turowicz, directeur adjoint du département du travail.

Lempicki est très sceptique. Il ne croit pas que la révolution puisse amener une renaissance en Russie. Il connaît parfaitement les personnes qui ont pris la direction des affaires et ne les considère pas comme aptes à réaliser le programme fixé; ils ont trop le vieil organisme dans le sang. En fait ils ne se différencient pas de Protopopoff qu'ils viennent de renverser. Celui-ci aussi était jadis un libéral éprouvé, un défenseur de la liberté du peuple; arrivé au pouvoir il s'est transformé en un parfait réactionnaire. De même les nouveaux dirigeants et prétendus idéalistes se mueront bientôt en bureaucrates.

Sliwinski attribue avant tout une grande importance au fait que l'autorité du tsar et de la bureaucratie réactionnaire ont subi un choc violent. Il est par conséquent possible d'espérer qu'une initiative politique plus libérale se manifesterait en Russie.

Turowicz déclare que la révolution russe ne peut être considérée comme ayant un réel caractère démocratique. Les dirigeants actuels, Cadets et Octobristes, soutiennent le point de vue que le gouvernement devait être renversé parce qu'il ne menait pas la guerre avec une suffisante énergie. Il est possible qu'ils aient ainsi gagné des forces considérables à la cause de la révolution. Mais le mouvement actuel est aussi de ce chef en tout premier lieu le fait de l'Etat-major général et des chefs de l'armée. Il est douteux qu'ils seront en état de rétablir sur de meilleures bases la vie intérieure russe. La situation intérieure russe est actuellement désespérée; même un levier aussi radical que la révolution est actuellement trop tardif et par là même impuissant.

Le journal *Glos Stolicy* de Varsovie, du 7.III.17, publie «Sur l'activité du Conseil d'Etat provisoire» une interview du comte W. Rostworowski, directeur du département politique du Conseil d'Etat:

Notre politique doit être positive et débarrassée de tout équivoque. L'acte du 5 novembre nous sert de point de départ. Nous désirons construire un Etat fort, capable de se développer dans tous les domaines, en nous appuyant sur deux grands Etats avec lesquels nous conserverons des rapports loyaux.

... Il est absolument faux de croire que la politique polonaise ne peut à l'avenir avoir une direction politique stable, qu'elle peut courir de l'un à l'autre et que nous pouvons attendre les bras croisés ce que l'avenir nous apportera. Le moment suprême est arrivé en ce jour de rompre, avec ce qu'on appelle le «hamletisme de la Vistule» et d'aller droit au but, que constitue la réalisation de l'Etat.

La question de l'armée est ainsi immédiatement soulevée. Le Conseil d'Etat veut la créer, et la considère comme la pierre angulaire de son action politique; aussitôt que les obstacles indépendants de sa volonté auront été écartés, la question de la création de l'armée sera abordée.

... Pour le moment seul l'enrôlement volontaire est possible, avec les légions comme cadres. Une commission de l'armée travaille infatigablement. Elle est composée de dix membres, rapporteur-président le brigadier Pilsudski. Cette commission travaille avec les experts militaires polonais, désignés par le commandement des légions. La commission s'est occupée jusqu'à présent des compétences du Conseil d'Etat provisoire dans la question de l'armée. Aujourd'hui cette question est réglée.

... Je comprends très bien que le peuple est impatient et voudrait constater dès aujourd'hui les résultats positifs des travaux du Conseil d'Etat, en qui il voudrait voir non seulement le symbole du pouvoir, mais le pouvoir lui-même. Mais ces choses ne sont pas si simples et ne peuvent être résolues d'un jour à l'autre. La création des différents services publics exige des travaux préliminaires, des négociations avec les deux gouvernements, l'évincement de nombreux obstacles et doutes.

En ce qui concerne la Diète, une commission de 24 membres, sous la présidence du maréchal, est appelée pour élaborer le futur régime constitutionnel de la Pologne.

Nous trouvons dans la revue *Widnokrag* (L'Horizon) de Varsovie, du 10.III.17, au sujet du régime futur de la Pologne, un article du Dr Jodko, l'un des chefs du parti socialiste polonais:

La Pologne future aura beaucoup d'adversaires. La Russie ne renoncera pas si facilement à cette clef de l'Europe centrale, du monde slave, de la domination du Danube et des Balkans. Nous ne savons si à la fin de cette guerre d'autres Etats seront érigés à côté de la Pologne, mais un fait est certain: la Pologne a déjà aujourd'hui des adversaires, voir des ennemis dans les Lithuaniens, Ruthènes (Ukranien) et Blanc-Ruthènes. Nos rapports avec les Empires centraux seront bons, mais il ne faut pas négliger de constater que parmi les Allemands d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie il y a beaucoup de mal intentionnés à notre égard. Et le pays épuisé, appauvri, chargé probablement de grandes dettes, devra probablement lutter contre tous ces périls.

Comment lutter dans ces conditions et où chercher l'appui ?

... La confiance du peuple, son attachement à la patrie seront notre force. Et à ce point de vue la « démocratisation » du pays sera l'ancre du salut. Il faut que les masses sentent que la Pologne est pour eux une mère bien aimée. Alors seulement notre existence sera assurée — dans la mesure où peut être assuré quelque chose au temps où nous vivons.

... La Diète polonaise doit donc être élue à la base d'une constitution démocratique et cela dans l'intérêt de la nation.

On se demande, en Pologne, quel changement apportera la révolution russe à l'égard de la question polonaise.

Le Kurjer Poznanski (Posnanie), du 24.III.17, dit :

Le pire ennemi de la Pologne était malgré tout la bureaucratie russe qui considérait la Pologne comme sa proie, s'opposait de toutes ses forces au règlement général et équitable de la question polonaise et n'a jamais voulu entendre parler de l'égalité des Polonais en Russie. Par l'évincement de la bureaucratie tombe le plus important facteur qui obligeait la Russie à ne prendre, dans la question polonaise, que la position jusqu'à présent toujours poursuivie dans sa politique. L'égalité des Polonais en Russie sera sans doute un des premiers effets de la victoire des nouveaux courants.

Il est impossible de prévoir l'attitude du nouveau gouvernement en ce qui concerne le sort du royaume de Pologne. Le programme d'autonomie des « cadets » est devenu tout à fait irréalisable, puisque les milieux polonais en Russie même lui sont opposés, et M. Milioukoff et ses amis l'ont probablement compris avec le temps. Une chose est certaine, c'est qu'on peut compter maintenant que l'influence de l'Angleterre et de la France dans la question polonaise sera beaucoup plus grande sur le gouvernement révolutionnaire, qu'elle ne l'était sur le tsar et la bureaucratie. Dire plus sur l'attitude de la « nouvelle Russie » serait un essai trop audacieux et prématuré.

Dziennik Poznanski (Posnanie), 25.III.17 :

... Il faut souligner cependant qu'il existe une question d'un « petit peuple » de beaucoup plus intéressante pour la Russie, que la question de Serbie ou de Belgique, c'est la question polonaise. Question pour laquelle le manifeste de novembre a posé le principe de l'indépendance et sur laquelle la Russie officielle doit parler aujourd'hui, et cela de façon précise et non pas de généralités.

... Il se peut que le gouvernement de la Douma considère

la question polonaise comme d'intérêt immédiat. Il se tromperait alors gravement. S'il commettait cette faute inconsciemment, ce serait une preuve que ses vues ne sont pas trop larges. Si par contre il la commettait consciemment, la faute n'en serait que plus lourde. Il faut donc que M. Milioukoff sache et soit fortement et absolument convaincu que toute la pensée politique polonaise, tout ce qui regarde clairement dans l'avenir, reconnaît et soutient comme principe l'indépendance de la Pologne et la pose comme question internationale.

... La nouvelle Russie officielle sera obligée dans un délai plus ou moins court de déclarer ce qu'elle pense de la question polonaise, en se remémorant l'acte du 5 novembre, qui reconnaît le principe de l'indépendance de la Pologne.

Gazeta Wieczorna de Lwow (Galicie), 17.II.17. — Le gouvernement révolutionnaire russe et la question polonaise :

Il serait bon de rappeler ce que disaient autrefois — les dirigeants d'aujourd'hui de la Russie — sur la question polonaise.

Parlons d'abord du « premier révolutionnaire et ministre de l'intérieur, le prince Lwow. Le président de l'Union des « Zemstvos » s'imaginait toujours et il le croit peut-être encore aujourd'hui, qu'une autonomie municipale, basée sur le statut de 1892 suffirait à la Pologne reconquise. Il faudrait, au pire, contenter le royaume de Pologne par une autonomie, qu'on devrait éventuellement étendre aussi sur les territoires conquis de Galicie et de Posnanie. Nous voyons donc que le prince Lwow n'est pas trop généreux...

Les opinions « centralistes » du ministre des affaires étrangères M. Milioukoff sont trop connues pour les rappeler.

... Le ministre de l'agriculture M. Chingareff, membre du Comité central du Parti de « la liberté du peuple » a déclaré dans une séance de ce comité qu'il est pour une autonomie large de la « Pologne unifiée ».

... MM. Godnieff, contrôleur d'Etat, et Ferechtchenko, ministre des finances, ont déclaré, il y a quelques semaines à peine, qu'il y a dans la « solution du problème polonais de grandes et fondamentales difficultés ». M. Godnieff a en outre déclaré que s'il s'agissait de donner à la Pologne l'autonomie ou l'indépendance, il faudrait avant tout changer les statuts fondamentaux ». La moitié des désirs de M. Godnieff s'est réalisée, notamment les changements des statuts — est-il donc aujourd'hui pour l'indépendance de la Pologne ?

M. Choulgine a déclaré que « la Pologne restera toujours une partie indivisible de l'Empire russe et la langue russe sera la langue officielle de toute la Russie et elle sera obligatoire dans toutes les institutions sociales et celles de l'Etat. Dans le cadre de ces principes généraux d'autres langues et idiomes peuvent être admis.

... Il y a dans le Comité révolutionnaire un homme qui a beaucoup de sympathie sincère pour les Polonais et reconnaît le principe de l'indépendance. C'est M. Tchehéfdze... Il y a aussi son camarade M. Kerenski.

... Par la composition personnelle du nouveau gouvernement de la Russie, nous ne pouvons donc nous attendre à ce qu'il se prononce pour l'indépendance de la Pologne, ou bien qu'il soutienne cette idée au moment des pourparlers de paix. Tout porte à croire que le nouveau courant politique en Russie s'orientera lorsqu'il s'agira de la question polonaise — suivant la vieille attitude, consacrée par la tradition — ennemie de l'indépendance de la Pologne.

AUTRICHE

Reichspost, 19.III.17. — Les motifs de Briand :

Briand fuit de la scène, comme les rats abandonnent un navire qui sombre. N'ayant pu trouver un ministre de la guerre, il a pensé que pour lui aussi la retraite avait sonné.

Il n'a plus confiance dans la situation entière. Poincaré pourra-t-il boire le bouillon ? Les premiers seraient ainsi les derniers. Poincaré a commencé l'aventure guerrière et l'a provoquée en pleine connaissance de cause; à lui de

Nous avons horreur du despotisme russe. La victoire de l'armée allemande sur le front oriental ne peut avoir qu'une conséquence: la chute de l'autocratie. »

Il y avait une âme de vérité dans ce raisonnement.

L'autocratie russe était encore plus despotique que la semi-autocratie allemande.

Il y avait entre la Russie et l'Allemagne la différence qui existe entre l'Allemagne et la France.

Pour la France, l'Allemagne est une autre Russie.

L'Allemagne doit se démocratiser par ses propres efforts; une influence étrangère ne saurait y arriver.

Mais il n'en est pas moins vrai que la révolution de Russie pourrait réveiller les consciences en Allemagne. La forteresse réactionnaire de Pétrougrad est tombée. Il appartient aux socialistes allemands — s'ils ont du nerf — de réduire au silence la réaction allemande et de préparer la démolition de leur propre forteresse réactionnaire, celle de Berlin.

Nous n'ignorons pas qu'en Allemagne, la tâche sera plus difficile et plus lourde, parce que la réaction y est mieux organisée.

Scheidemann écrit dans le « Vorwärts » du 19 mars: « Le temps de l'action est venu », — et il sous-entend « pour le chancelier de l'empire »!

Nous y ajoutons: « Pour Scheidemann lui-même! »

Du même journal. — Les Lapins courageux :

La section d'Amsterdam avait invité le Dr Terwagne et le citoyen Piérad à venir s'expliquer contradictoirement devant les travailleurs belges. C'était là une procédure démocratique. C'était là aussi un excellent moyen d'aplanir des malentendus, si malentendu il y a. Les collaborateurs de « La Belgique » ne sont pas venus. Et quels sont leurs prétextes? L'un: Je travaille la nuit! Je n'aime pas les conflits! Je ne vous connais pas! Je ne vous lis pas! L'autre: Je regrette! Je me fous de l'Internationale! Je suis Borain et cela me suffit! J'aurais tant voulu parler ailleurs! La vérité est qu'ils préfèrent continuer.

Officiellement? Mais — ils déplorent toutes les attaques!

Officiellement? Mais le jour n'est pas plus pur que le fond de leur cœur!

Officiellement? Tout ce que vous voudrez!

En fait: ils sont les auteurs et les complices de toute la campagne aussi anti-socialiste que personnelle qui a été menée de Maestricht, de Leide, d'Amsterdam et d'ailleurs, — sous l'inspiration de bureaux qui ont leur siège à La Haye et ailleurs.

Nous en raconterons l'histoire intime — le jour où il nous conviendra.

Nos gentlemen n'ont pas même l'audace de leur attitude. Ils préfèrent l'attaque anonyme.

Le *Socialiste belge* du 24.III.17, proteste contre les termes suivants du mandement de carême de Mgr. Mercier: la *noblesse* a gardé en Belgique sa signification traditionnelle; les *classes bourgeoises*, assises solides de la nation, se sont levées à vos côtés; le *peuple aussi* a fourni son contingent d'engagements volontaires... »

« Non, Monseigneur! Il faut renverser le sériage. » Ce sont d'abord (à raison de la composition de l'armée), les gens du peuple qui ont payé de leur vie. Il faut dire: « *Le peuple, les bourgeois et la noblesse aussi!* »

Le second passage relevé est celui où il est dit que « chez tous il y aura demain, un respect moins marchandé de l'autorité civile et religieuse. »

A notre humble avis, l'autorité civile n'a jamais eu à se plaindre des Belges. Quant à l'autorité religieuse, nous ne

la connaissons pas. Elle n'existe pas. Elle est autorité religieuse pour les croyants. Mais pour les Belges, elle n'est rien. Le grand tort du clergé a toujours été de vouloir jouer au maître et se substituer à l'autorité civile. Dans les communes catholiques, c'est le curé qui est bourgmestre.

L'autorité religieuse se fera respecter, le jour où elle restera dans son rôle. Et si par malheur, les petits vicaires, sous l'inspiration des évêques, recommençaient leur politique d'avant la guerre, nous aurions de nouveau des conflits aigus.

Ce n'est pas aux Belges qu'il faut donner des conseils de modération.

Mgr. Mercier ferait bien de s'adresser à l'archevêque de Malines.

Le XX^{me} Siècle, 24.III.17. — La rage anti-belge des catholiques allemands.

Le journal s'élève contre les calomnies de la *Kölnische Volkszeitung* et de l'Allemagne déclarant que les Belges préparaient une agression contre l'Allemagne. Il examine les accusations et parle finalement de deux Allemands qui ont séjourné à la côte belge dans les premiers mois de 1914 et qui assurent avoir constaté dès ce moment l'attitude hostile de la population belge envers les Allemands. Pensez donc: l'un d'entre eux jure avoir entendu des enfants belges les traiter de sales Boches!

Restons, si vous le voulez bien, sur ce joli trait. Nous pourrions en citer bien d'autres qui achèveraient de prouver que le journal des catholiques de Cologne réunit éminemment ce mélange d'odieux et de grotesque qui constitue le vrai Boche. Nous pourrions citer d'autres articles où des discours établissant que tous les catholiques allemands sont animés à notre égard des mêmes sentiments. Cette démonstration a déjà été faite, elle pourra l'être encore, mais qu'il nous suffise pour aujourd'hui d'avoir montré qu'après deux ans d'une guerre injuste, rien n'est changé dans l'état d'esprit du journal catholique allemand qui connaît le mieux la Belgique et qui a le plus de raison d'être convaincu de notre loyauté.

Gravons tout cela dans notre mémoire pour le jour où les catholiques allemands et leurs avocats réclameront, au nom de l'intérêt catholique, un oubli à la faveur duquel on pourrait recommencer avec plus de chances de succès le mauvais coup qui est en train d'échouer.

La Patrie belge, 25.III.17. — Les Allemands en Belgique avant la guerre:

Depuis l'Exposition de 1910, l'élément détesté s'était répandu en avalanche.

Les « vieux Düsseldorf » et autres vieilleries de toiles peintes et de plâtre, vastes maisons publiques, où le vice se mariait sans vergogne, à la « boustifaille » indigeste et aux beuveries chantantes et mitilonesques, surgirent avec accompagnement de grosse caisse, de cymbales et de refrains burlesques et patriotiques...

On y débitait nécessairement de la bière de Munich et des saucisses de Francfort.

Cette innovation contrastait à Bruxelles, il faut le reconnaître, avec la bonne tenue qu'avait conservée jusqu'alors les Allemands dans notre capitale.

Je veux parler de l'époque où « cette grande Nation » se contentait de nous envoyer ses « volontaires », sorte de petits jeunes gens fluetts ou bouffis, toujours parfaitement insignifiants, de 16 à 20 ans, qui venaient dans notre pays pour apprendre la langue française et « se familiariser » avec le commerce.

Ils s'engageaient à fournir, dans les maisons assez sottes

pour les employer, une somme de travail peu ou pas rétribuée.

L'expérience nous a appris depuis, à nos dépens, que cette « graine d'espion » surprenait nos secrets de fabrication (jusque dans ses institutions directement attachées

au service de l'armée), fouillait nos affaires et un beau jour, avec mille excuses et attestations de reconnaissance, s'en retournait chez soi ou bien... s'installait à son compte sur le trottoir d'en face.

SUISSE

La Gazette de Lausanne:

Quelques mois avant la guerre, M. Ribot, chargé par M. Poincaré de constituer un ministère, était bruyamment désavoué par la Chambre. Le vénérable homme d'Etat que la république avait toujours trouvé sur la brèche, devait démissionner avant même d'avoir essayé de gouverner. Son nom seul lui valait cette disgrâce. Les députés ne voulurent même pas attendre pour le condamner qu'il eût formulé son programme.

Il a pris mercredi dernier une éclatante revanche, puisque sa déclaration ministérielle a été approuvée à l'unanimité. L'idéal et la réalité y trouvent leur compte. M. Ribot a dit la reconnaissance de la nation envers l'armée et précisé les rapports du gouvernement avec le haut commandement militaire. Tout ce qu'il a dit à ce sujet est excellent.

Son résumé de la situation financière est rassurant sans optimisme béat. Son exposé de la situation alimentaire engagera le peuple de France à la frugalité, mais le persuadera qu'à ce prix il n'a rien à redouter. L'Allemagne s'était flattée de réduire la France et la Grande-Bretagne à la famine dans l'espace de quelques semaines. Deux mois depuis lors se sont passés et l'Allemagne est toujours seule à ne point manger à sa faim.

La Suisse:

Le nouveau cabinet comprend quatorze ministres. Et sur ces quatorze ministres, on compte 10 avocats, 3 professeurs, 1 marin.

Le marin, par hasard, est à la marine. C'est presque regrettable pour la beauté des principes qui veulent qu'en France — et ailleurs — les compétences soient écartées des affaires de l'Etat.

10 avocats! 3 professeurs! Ce n'est pas pour médire de la basoche ni de l'Université; mais c'est pousser tout de même un peu loin le dédain de la représentation proportionnelle des intérêts. Il n'y a pas, en France, que des « parleurs ».

Le Genevois:

Le cabinet Ribot est un cabinet de transition. Il permet, si l'on ose dire, de « souffler »; il ne faut pas que la France reste sans gouvernement jusqu'à ce qu'on lui en ait trouvé un — qui gouverne. Que durera la transition? A quoi aboutira-t-elle? A remettre M. Briand en selle? A l'éclosion d'un ministère Barthou. L'une et l'autre hypothèse sont vraisemblables. La seconde surtout nous paraît devoir se réaliser. Tout cela n'aura qu'une signification fort claire et c'est que l'on ira ainsi, du transitoire au transitoire, à la solution qui s'impose à l'évidence, et à laquelle on échappera d'autant moins qu'on veut la fuir au lieu d'essayer à tout le moins de se mesurer avec elle.

De cascade en cascade, de Ribot à Barthou, on court à Clemenceau ou à Humbert, c'est-à-dire aux grands professeurs d'énergie, et l'on y court bon gré mal gré, parce que la guerre, action continuellement violente, ne ressortit pas, en ses voies et moyens, aux compétences de... l'Académie française.

La Tribune de Lausanne:

La restauration de la Belgique, de la Roumanie et de la Serbie saignées à blanc, la nécessité de l'anéantissement du militarisme prussien et la libération du commerce mondial...

tout cela déjà pendant l'ancien régime, a été inscrit sur le drapeau qu'a recueilli la nouvelle Russie. Et aujourd'hui ses meilleurs représentants, en regardant en arrière, peuvent constater que, dans le sombre passé, ils ont établi les solides bases d'un heureux avenir. Avec fierté ils peuvent déclarer qu'en luttant contre l'ancien régime et en perdant, dans cette lutte, leurs amis les plus fidèles et les plus énergiques, envoyés au bagne en Sibérie ou jetés, pendant des années, en prison par une bureaucratie aveugle, ils luttèrent non seulement pour le bonheur du peuple russe, mais aussi pour la libération des peuples qui ont lié leur sort au grand œuvre de la Quadruple Entente. En conséquence, dans cette sphère, comme dans le domaine des changements intérieurs, la disparition de l'ancien régime n'affaiblit pas, mais renforce au contraire les positions de la nouvelle Russie.

Le Journal de Genève:

Le peuple russe a renversé son gouvernement parce qu'il ne savait pas faire la guerre. Le peuple allemand n'a rien de semblable à reprocher au sien. En Russie, la révolution a été belliqueuse; en Allemagne, elle ne pourrait être que pacifiste. Cette différence profonde interdit toute assimilation anticipée entre les deux situations.

La ressemblance commence avec la faim. Le peuple allemand souffre, ce n'est pas douteux. S'il trouve sur sa route des responsables, il les brisera comme le peuple les a brisés. C'est là ce qui donne leur gravité aux polémiques contre les agrariens. Ceux que l'on blâme aujourd'hui, demain peut-être on voudra les pendre. Et de même que la Russie a eu son Protopopoff et ses Pitirim, la Prusse a ses Yorck de Wartenburg et ses Reventlow, qui provoquent le peuple par leurs gestes et leurs propos.

La Suisse:

Un peuple a beau être discipliné comme des chiens savants, il vient un moment où la corde trop tendue craque. Aujourd'hui, la misère n'existe plus seulement dans l'imagination des journalistes qui la racontaient, avec force détails, dès septembre 1914; elle est réelle, et c'est la raison pour laquelle il est difficile de voyager en Allemagne, à l'heure qu'il est.

Devant les dépôts officiels où l'on distribue des vivres, on voit des milliers de femmes et d'enfants qui attendent — trop souvent en vain — les vingt à trente grammes de beurre auxquels ils ont droit par semaine. Il en est de même pour les pommes de terre, le pain, les raves, le charbon. Dans plusieurs grandes villes, ces malheureuses se sont livrées à des manifestations que la police a rudement réprimées. A Hambourg, des magasins de victuailles ont été dévalisés. Les soldats refusèrent de charger la foule, et il fallut avoir recours à une nouvelle organisation policière, la « Jugendwehr » (police de la jeunesse), qui, pour le moment, se prête assez allègrement à cette besogne répugnante consistant à sabrer des êtres sans défense.

Basler Nachrichten, 21.III.17. — Bulletin journalier:

La solution trouvée à la crise ministérielle française par la création d'un cabinet Ribot donne, pour l'instant, l'impression d'une mesure de pis-aller. Apparemment, la tendance prédominante ne semble pas avoir été autre chose que l'éloignement de la personne de Briand, devenue trop puissante pour les chefs radicaux. Dans le sens strict, cette

tendance n'est pas politique. On voit à peine quelles sont les nouvelles voies que devront suivre les septante-cinq ans de M. Ribot, qui échange le ministère des finances contre la présidence du Conseil et les affaires étrangères.

Le journal fait ensuite l'historique de l'activité ministérielle de M. Ribot, et termine en remarquant que le général Lyautey, à l'encontre de ses prédécesseurs, avait sù faire de sa fonction le commandement suprême de l'armée; la crise actuelle est également une crise du haut commandement particulièrement sérieuse au moment de la retraite allemande.

Berner Tagblatt, 22.III.17. — La guerre. — L'aspect du nouveau gouvernement français:

Le ministère Ribot montre un visage naturellement ennemi de l'Allemagne. Mais ce n'est cependant pas la grimace d'un Briand. Dans sa déclaration, Ribot a renoncé aux conquêtes et à la suprématie. Il attribue ces buts à l'adversaire; c'est là la grande erreur et la fatalité de cette guerre. Mais, malgré tout, les idées de Ribot sont pourtant celles d'un homme qui fait la différence entre ce que l'on peut atteindre et l'impossible; il est trop âgé pour se laisser aller à d'extravagantes fantaisies de jeunesse.

Le journal qualifie la déclaration ministérielle de surprise agréable en ce sens qu'elle fortifie la croyance que le nouveau gouvernement français est de tendances modérées. Le ministre Ribot fait bonne impression lorsqu'il ose dire, en-

visageant la question de la censure de la presse, ce que n'avait pas fait Briand: La France doit connaître la vérité.

Neue Zürcher Zeitung, du 23.III.17, dit à propos de la révolution russe:

Il serait naturellement prématuré de vouloir, déjà maintenant, apprécier le développement futur des événements. Mais actuellement une chose peut déjà être affirmée: Rien de ce qui s'est passé dans les dix premiers jours de la révolution ne laisse entrevoir une fin rapide du mouvement. Certainement le nouveau gouvernement provisoire n'a pas politiquement une situation facile. Il n'a pu accomplir son soulèvement sans l'appui des masses travailleuses, et celles-ci demandent leur récompense par des exigences de nature socialistes qui vont plus loin que ne le comportent les principes des partis libéraux et pour partie, l'organisation bien ordonnée d'un Etat.

Sur le cabinet Ribot:

Le nouveau cabinet a été très bien accueilli par le parlement français. La déclaration ministérielle attache la plus grande importance à la régularisation de la situation financière, ce qui est conforme à l'activité précédente du premier ministre; les neutres ont pu constater avec tristesse que la France aussi s'achemine dans le camp des Etats belligérants qui ont édicté des interdictions d'importations. Au surplus, la déclaration ne dit rien de bien nouveau. La particularité essentielle du nouveau cabinet ne consiste pas non plus en de nouveaux buts politiques; elle émane des personnes qui le composent, en d'autres mots de l'éloignement des hommes de forte volonté personnelle dont la Chambre craignait l'opposition à ses vues.

TURQUIE

La Tanine, 7.III.17. — Le capital étranger (Discours de Djavid Bey).

La Turquie constitutionnelle n'a jamais été hostile au capital étranger. Bien au contraire. Ses méfiances provenaient uniquement du fait que profitant du régime capitulaire, certains capitalistes employaient ici leur argent, non pas dans le but d'obtenir un bénéfice légitime et de manière à ce que le pays aussi put en profiter, mais avec un objectif d'exploitation et d'accaparement. La suppression des capitulations ayant fermé la voie à de pareilles pratiques, la Turquie constitutionnelle, qui désire vivement la mise en valeur de ses richesses encore vierges, ne pourra qu'accueillir favorablement les capitaux étrangers employés ici dans des conditions régulières.

Lloyd ottoman, 16.III.17. — La révolution russe:

En attendant, comme dans toute révolution, on n'aperçoit que le tumulte des choses qui tombent sous la hache de la destruction. La reprise de la guerre avec une nouvelle vigueur n'est possible qu'à la condition que la nation entière soit d'accord en ce sens. On verra bientôt si l'assaut contre l'Allemagne et contre l'Autriche-Hongrie est appuyé sur la volonté nationale et si cette volonté nationale, débarrassée des entraves gouvernementales lèvera la main contre nous pour frapper ou nous la tendre pour ramener la paix.

L'Ikdam, 11.III.17. — Les déclarations d'Enver Pacha:

A propos de la situation militaire de la Turquie, le mi-

nistre a expliqué que la retraite des forces turques en Irak a été volontaire et ne doit nullement être interprétée comme une défaite. « Avec la grâce de Dieu, a-t-il ajouté, les Anglais subiront un désastre pareil à celui qu'ils ont éprouvé à Kut-el-Amara. » Enver pacha a exposé avec le même optimisme la situation militaire en Perse, au Caucase et en Palestine, et après avoir relevé l'attitude digne des plus grands éloges, de l'héroïque armée turque, il a exprimé le ferme espoir qu'avec l'assistance divine, l'issue de cette lutte comblera les aspirations de tous les Ottomans et musulmans.

Lloyd ottoman, 17.III.17. — L'abdication du Tsar:

La nouvelle de l'abdication du tsar, on l'aura bien remarqué, nous vient d'Angleterre, Bonar Law l'a communiquée à la Chambre des Communes. Peut-être ce point est d'une certaine importance. Que l'Angleterre ait trempé dans cette révolution, c'est plus que possible. Dans quel but? Ce but est assez visible: on veut dominer plus entièrement l'empire russe par le moyen des milieux libéraux qui toujours ont vu leur idéal dans le parlementarisme anglais, au moyen aussi d'une presse libérale, vendue aux Anglais dès avant la guerre. Mais il en est des révolutions comme des esprits qu'il est plus facile d'appeler que de renvoyer et dont on ne connaît jamais les véritables tendances. Sans se laisser aller à un optimisme facile, on peut supposer que dans ce mouvement il y a peut-être aussi le germe d'un retour du peuple russe vers lui-même, d'un retour qui lui dira que la seule bonne politique est celle des choses réalisables. Et pour trouver des choses réalisables, tout Russe n'a qu'à jeter un regard sur la carte de la guerre.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

Maison Charrière

47, Rue des Eaux-Vives :: Genève

Tabacs, Cigares, Cigarettes

Spécialité de

Tabacs Hollandais pour la pipe

AU RUBIS

◇ ◇ ◇

MAROQUINERIE FINE



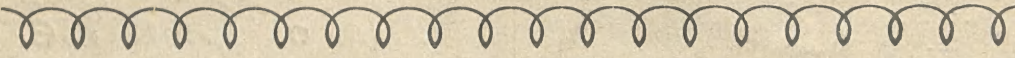
BIJOUTERIE
FANTASIE



GALLÉ DE NANCY



RUE DU RHONE, 90



Halle aux Meubles

6, Rue de Berne, 6

GENÈVE



Ameublements



Trousseaux complets



Rideaux

